

Art. 1

CHAPITRE Ier. - Conditions de formation pour le personnel.

Art. 2-4

CHAPITRE II. - Conditions relatives à l'examen psychotechnique.

Art. 5-6

CHAPITRE III. - Conditions d'accès aux formations et exercices.

Art. 7-8

CHAPITRE IV. - Formations personnel dirigeant.

Art. 9-11

CHAPITRE V. - Formations agent de gardiennage.

Art. 12-26

CHAPITRE VI. - Dispenses.

Art. 27-33

CHAPITRE VII. - Règles relatives à l'organisation des formations.

Art. 34-42

CHAPITRE VIII. - Règles relatives aux examens et attestations.

Art. 43-59

CHAPITRE IX. - Règles relatives aux examens psychotechniques et à l'agrément des centres de test.

Art. 60-68

CHAPITRE X. - Règles relatives à l'agrément des organismes de formation, des formations et des chargés de cours.

Art. 69-87

CHAPITRE XI. - Règles relatives aux communications.

Art. 88-95

CHAPITRE XII. - Commission formation gardiennage.

Art. 96-101

CHAPITRE XIII. - Dispositions transitoires et finales.

Art. 102-114

ANNEXES.

Art. N1-N2

Texte Table des matières Début

Article 1. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° loi : la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

2° personnel dirigeant : membre du personnel qui exerce une fonction dirigeante, telle que visée à l'article 1er, § 9, de la loi, sur les membres du personnel chargés des activités visées à l'article 1er, § 1er, de la loi;

3° agent de gardiennage : membre du personnel chargé d'activités telles que visées à l'article 1er, § 1er de la loi;

4° ministre : le Ministre de l'Intérieur;

5° administration : la Direction Sécurité privée de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention du Service public fédéral Intérieur.

CHAPITRE Ier. - Conditions de formation pour le personnel.

Art. 2. Tout membre du personnel dirigeant doit répondre aux conditions de formation suivantes :

1° pour exercer une autorité sur les agents de gardiennage actifs sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, d'une ou plusieurs provinces ou sur tous les agents de gardiennage de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage : être détenteur d'une "attestation de compétence personnel dirigeant type A";

2° pour exercer une autorité sur plus de 15 agents de gardiennage sans que cela n'implique des responsabilités, comme visé au 1°, être détenteur de, soit :

a) l' "attestation de compétence personnel dirigeant type A";

b) l' "attestation de compétence personnel dirigeant type B".

3° pour exercer une autorité sur un maximum de 15 agents de gardiennage, sans que cela n'implique de responsabilités, comme visé au 1°, être détenteur de, soit :

a) l' "attestation de compétence personnel dirigeant type A";

b) l' "attestation de compétence personnel dirigeant type B";

c) l'attestation de compétence, comme celle requise pour les agents de gardiennage qu'il dirige, et être détenteur depuis au moins six mois d'une carte d'identification pour l'activité de gardiennage concernée.

4° être détenteur d'une "attestation de recyclage personnel dirigeant" délivré pendant la période de deux ans qui a précédé l'échéance de sa carte d'identification;

5° être également détenteur d'attestations de compétence visés à l'article 3, correspondant aux activités visées, s'il participe lui-même à l'exercice de ces activités.

Art. 3. Tout agent de gardiennage doit répondre aux conditions de formation suivantes :

1° pour l'exercice des activités visées à l'article 1er, § 1er, 1° et 5°, de la loi, à l'exception des activités visées aux points 2°, 3° et 4° : être détenteur de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

2° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 1°, de la loi, qui consiste en l'activité de gardiennage mobile : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - gardiennage mobile" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

3° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 1° et 5°, de la loi, aux postes de travail situés dans un café ou un lieu où l'on danse : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - cafés et lieux où l'on danse" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

4° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 5°, de la loi, qui consiste en l'activité d'inspecteur de magasin : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - inspecteur de magasin" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

5° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 2°, de la loi : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - protection de personnes" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

6° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 3°, de la loi : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - transport protégé" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

7° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 4° de la loi : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - opérateur centrale d'alarme";

8° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 6° de la loi : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - constatation faits matériels" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

9° pour l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, 7° de la loi : être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement dans la circulation" et de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage";

10° pour l'exercice d'activités avec arme, être détenteur des attestations de compétence qui correspondent à l'activité visée et de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - mission armée" et, en cas de renouvellement de l'autorisation de port d'arme, être détenteur de l' "attestation - exercices de tirs" d'où il ressort que l'intéressé a au moins suivi une formation de tir tous les six mois;

11° pour l'exercice des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° et 5°, de la loi, pour autant que ces activités soient exercées par l'agent de gardiennage qui relève exclusivement du service interne de gardiennage d'une institution de droit public permanente qui gère le patrimoine culturel, être détenteur de l' "attestation de compétence agent de gardiennage - gardien de patrimoine";

12° être détenteur de l' "attestation d'examen psychotechnique";

13° être détenteur d'une "attestation de recyclage agent de gardiennage" délivrée durant la période de cinq ans qui précède la date d'échéance de sa carte d'identification.

Art. 4. L'activité visée à l'article 3, 10°, ne peut être exercée que dans la mesure où la formation qui menait à l' "attestation de compétence agent de gardiennage - mission armée" et les exercices de tir auxquels l'intéressé a pris part, ont été faits avec une arme dont la nature, le modèle et le type correspond avec l'arme à laquelle se rapporte l'autorisation de port d'arme qu'il détient ou vise à détenir en vertu de l'article 8, § 2, de la loi.

S'il n'est pas satisfait à la condition visée au précédent alinéa, l'activité visée à l'article 3 ne peut être exercée que si l'intéressé dispose d'une "attestation de compétence agent de gardiennage - formation d'adaptation missions armées" et ce avec l'arme visée à l'alinéa 1er.

CHAPITRE II. - Conditions relatives à l'examen psychotechnique.

Art. 5. Un candidat ne pourra pas subir d'examen psychotechnique s'il a échoué antérieurement à deux examens psychotechniques réalisés par le SELOR.

Un candidat qui a échoué antérieurement à un examen psychotechnique, réalisé par le SELOR, ne peut subir un examen psychotechnique uniquement qu'auprès du SELOR et à condition que douze mois au moins se soient écoulés depuis ce précédent examen.

Art. 6. L' "attestation d'examen psychotechnique" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait subi avec fruit un examen psychotechnique dont il ressort qu'il :

- 1° montre du respect envers son prochain;
- 2° a une personnalité équilibrée;
- 3° sait assumer le comportement agressif affiché par des tiers et qu'à cet égard, il est à même de maîtriser ses propres sentiments;
- 4° montre du respect envers les devoirs et les procédures.

CHAPITRE III. - Conditions d'accès aux formations et exercices.

Art. 7. Préalablement à l'inscription à la formation, l'organisme de formation informe le candidat sur :

- 1° les conditions légales auxquelles l'intéressé doit satisfaire pour exercer la fonction à laquelle se rapporte la formation concernée;
- 2° les règles relatives aux examens et aux épreuves de repêchage;
- 3° le cas échéant, l'obligation de recyclage en vue d'exercer la fonction à laquelle se rapporte la formation visée.

Art. 8. Le candidat ne pourra prendre part à une formation que s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° avoir fourni un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs ou un extrait du Casier judiciaire, datant de maximum six mois, dont il ressort que, dans le cas des formations visées aux articles 12 à 25 inclus, il n'a pas été condamné pour des délits visés à l'article 6, alinéa 1er, 1°, de la loi et que, dans le cas des formations visées aux articles 9 et 10, il n'a pas été condamné pour des délits visés à l'article 5, alinéa 1er, 1°, de la loi;
- 2° avoir fourni un document d'identité qui montre, pour les formations visées aux article 12 à 25, qu'il satisfait à l'article 6, alinéa 1er, 2° et 3°, de la loi, et, pour les formations visées aux articles 9 et 10, qu'il satisfait à l'article 5, alinéa 1er, 2° et 3°, de la loi;

3° pour les formations visées aux articles 12, 18 et 21, avoir fourni la preuve qu'il dispose d'une "attestation d'examen psychotechnique";

4° pour les formations visées (aux articles 13 à 17 inclus), 19 à 20 inclus et 22 à 26, inclus, avoir fourni la preuve qu'il dispose de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage" ou qu'il peut faire appliquer le régime visé à l'article 22, § 3, de la loi; <Erratum, M.B. 27.06.2007, p. 35091>

5° pour la formation visée à l'article 11, avoir fourni la preuve qu'il satisfait à l'article 9 ou 10 ou qu'il exerce une activité de dirigeant, en application de l'article 2, 3°, c), ou qu'il peut faire appliquer le régime fixé à l'article 22, § 3, de la loi;

6° pour les formations visées aux articles 16, 17, 22, 23 et 25, avoir fourni une carte d'identification et la preuve que l'intéressé est inscrit auprès de l'organisme de formation par l'employeur de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage dont relève l'intéressé;

7° pour les formations visées aux articles 9 à 25 inclus, avoir suivi maximum une fois la même formation auparavant, en ce compris les examens et les épreuves de repêchage;

8° pour la participation aux exercices visés aux articles 23 et 25, avoir fourni la preuve qu'il dispose d'une autorisation de port d'armes, délivrée pour l'exercice d'activités de gardiennage armées pour l'entreprise qui l'a inscrit aux exercices de tir.

CHAPITRE IV. - Formations personnel dirigeant.

Art. 9. L' "attestation de compétence personnel dirigeant type A" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 100 heures de cours comportant les branches suivantes :

1° organisation du secteur de la sécurité privée et publique : 12 heures de cours;

2° droits fondamentaux et sécurité : 12 heures de cours;

3° étude approfondie de la réglementation relative au gardiennage : 24 heures de cours;

4° responsabilité appliquée : 8 heures de cours;

5° conscience culturelle et contact avec la diversité : 8 heures de cours;

6° rapports sociaux dans le gardiennage et droit social appliqué : 8 heures de cours;

7° analyse de sécurité appliquée et techniques de gardiennage : 24 heures de cours;

8° intégrité et déontologie : 4 heures de cours.

Art. 10. L' "attestation de compétence personnel dirigeant type B" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 52 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° organisation du secteur du gardiennage : 8 heures de cours;
- 2° étude de la réglementation relative au gardiennage : 16 heures de cours;
- 3° droits fondamentaux et sécurité : 8 heures de cours;
- 4° conscience culturelle et contact avec la diversité : 8 heures de cours;
- 5° analyse de sécurité appliquée et techniques de gardiennage : 8 heures de cours;
- 6° intégrité et déontologie : 4 heures de cours

Art. 11. L' "attestation de recyclage personnel dirigeant" n'est délivrée que lorsque l'intéressé a effectivement suivi une formation d'au moins 16 heures de cours ayant trait à la réglementation publiée ou remaniée au cours des cinq années écoulées et relative à la sécurité privée et à la législation connexe, sans avoir présenté d'examens.

CHAPITRE V. - Formations agent de gardiennage.

Art. 12. L' "attestation de compétence générale agent de gardiennage" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 132 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° organisation du secteur du gardiennage et de ses activités : 8 heures de cours;
- 2° étude de la réglementation relative au gardiennage et étude approfondie des droits et des obligations de l'agent de gardiennage : 16 heures de cours;
- 3° droits et obligations de droit commun appliqué : 8 heures de cours;
- 4° techniques de communication : 10 heures de cours;
- 5° communication analogique et digitale : 4 heures de cours;
- 6° conscience culturelle et contact avec la diversité : 12 heures de cours;
- 7° observation et rapport : 12 heures de cours;
- 8° approche psychologique des conflits : 16 heures de cours;
- 9° techniques physiques d'esquive : 8 heures de cours;

10° réactions adaptées en cas d'incendie, d'alerte à la bombe et de catastrophes : 12 heures de cours;

11° secourisme industriel : 20 heures de cours;

12° rapports sociaux dans le secteur du gardiennage : 6 heures de cours.

Art. 13. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - gardiennage mobile" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 40 heures de cours comportant les branches suivantes :

1° législation relative à la gestion d'alarmes et au gardiennage mobile : 8 heures de cours;

2° connaissance des systèmes d'alarme, des centraux d'alarme et de la télésurveillance : 8 heures de cours;

3° pilotage en sécurité : 8 heures de cours;

4° évaluation des risques : 4 heures de cours;

5° techniques appliquées d'esquive : 4 heures de cours;

6° méthodes et procédures d'intervention : 8 heures de cours.

Art. 14. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - cafés et lieux où l'on danse" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 32 heures de cours comportant les branches suivantes :

1° risques spécifiques d'infraction à la loi : 8 heures de cours;

2° risques spécifiques pour la sécurité dans un environnement de lieux de sorties : 12 heures de cours;

3° méthodes non-violentes de gardiennage dans un environnement de lieux de sorties : 12 heures de cours.

Art. 15. L' "attestation de compétence inspecteur de magasin" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 20 heures de cours comportant les branches suivantes :

1° compétences et obligations de droit commun et spécifiques de l'inspecteur de magasin : 8 heures de cours;

2° étude approfondie des délits importants pour l'inspecteur de magasin : 4 heures de cours;

3° connaissance des produits et méthodes d'intervention : 8 heures de cours.

Art. 16. L' "attestation de compétence - agent de gardiennage - protection de personnes" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 51 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° analyse de la sécurité et conception de la protection : 16 heures de cours;
- 2° protection de personnes - formations et procédures : 12 heures de cours;
- 3° protection de personnes avec voitures : 12 heures de cours;
- 4° techniques de protection : 8 heures de cours;
- 5° organisation des services de police : 3 heures de cours.

Art. 17. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - transport protégé" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 69 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° organisation et types de transport protégé : 3 heures de cours;
- 2° législation relative au transport protégé de valeurs : 15 heures de cours;
- 3° techniques de pilotage, techniques de conduite défensive et d'emboutissage : 16 heures de cours;
- 4° techniques de transport protégé : 10 heures de cours;
- 5° véhicules de transport protégé : 3 heures de cours;
- 6° techniques appliquées de communication analogique et digitale : 3 heures de cours;
- 7° gestion des risques et des situations de crise : 16 heures de cours;
- 8° Connaissance appliquée des services publics et de police : 3 heures de cours.

Art. 18. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - opérateur de central d'alarme" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 70 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° législation relative à la gestion d'alarmes, gestion des systèmes de suivi et intervention après alarme : 12 heures de cours;
- 2° connaissance des systèmes d'alarme, des centraux d'alarme et de la télésurveillance : 18 heures de cours;

- 3° aptitudes en communication téléphonique et résolutions de problèmes : 24 heures de cours;
- 4° techniques appliquées de communication analogique et digitale : 6 heures de cours;
- 5° méthodes de vérification technique d'alarmes et procédures d'alarme : 8 heures de cours;
- 6° organisation des services d'intervention : 2 heures de cours.

Art. 19. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - constatation de faits matériels" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 24 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° législation appliquée relative au stationnement : 4 heures de cours;
- 2° législation appliquée relative aux compétences de l'agent de gardiennage : 4 heures de cours;
- 3° constatations et méthodes de constatation : 8 heures de cours;
- 4° gestion des risques et des conflits : 8 heures de cours.

Art. 20. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement circulation routière" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 20 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° sécurité routière : 4 heures de cours;
- 2° législation routière appliquée : 8 heures de cours;
- 3° exécution des tâches et techniques : 8 heures de cours.

Art. 21. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - gardien de patrimoine" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 68 heures de cours comportant les branches suivantes :

- 1° étude de la réglementation relative au gardiennage et étude approfondie des droits et des obligations de l'agent de gardiennage : 16 heures de cours;
- 2° prévention appliquée et intervention dans des institutions permanentes qui gèrent un patrimoine culturel : 12 heures de cours;
- 3° conscience culturelle et contact avec la diversité : 12 heures de cours;
- 4° observation et rapport : 12 heures de cours;

5° approche psychologique des conflits : 16 heures de cours.

Art. 22. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - missions armées" ne sera délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation de 42 heures de cours comportant les branches suivantes :

1° législation appliquée relative à la loi sur les armes, la légitime défense et à l'exercice armé d'activités de gardiennage : 12 heures de cours;

2° connaissance appliquée des armes : 6 heures de cours;

3° techniques appliquées de sécurité dans le maniement d'une arme : 12 heures de cours;

4° exercices de tir : 12 heures de cours.

Art. 23. L' "attestation exercice de tir" est délivrée après que l'intéressé ait exécuté avec fruit un exercice de tir tous les 6 mois et ce, après avoir obtenu l' "attestation de compétence - agent de gardiennage - missions armées".

Art. 24. Tout exercice de tir, visé aux articles 22, 4°, 23 et 25, 2°, consiste en un test d'attitude, d'habileté et un test de tir conformément à la fiche technique qui est jointe en annexe du présent arrêté.

Art. 25. L' "attestation de compétence agent de gardiennage - formation d'adaptation missions armées" n'est délivrée qu'après que l'intéressé ait suivi et réussi une formation de 8 heures de cours constituée des matières suivantes

1° connaissance de l'arme adaptée et techniques de sécurité lors du maniement de l'arme : 4 heures de cours

2° exercices de tir : 4 heures de cours.

Art. 26. L' "attestation de recyclage agent de gardiennage" n'est délivrée que lorsque l'intéressé a effectivement suivi une formation d'au moins 8 heures de cours ayant trait à la réglementation publiée ou remaniée au cours des cinq années écoulées et relative aux compétences et aux obligations des agents de gardiennage, sans avoir présenté d'examens.

CHAPITRE VI. - Dispenses.

Art. 27. Pour l'obtention de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage", les personnes qui disposent d'une "attestation valable de secouriste industriel ou d'un diplôme en infirmerie, sont dispensées de la branche secourisme industriel".

Art. 28. Pour l'obtention de l' "attestation générale de compétence agent de gardiennage", les personnes qui disposent d'un brevet de pompier, caporal, sergent, adjudant ou officier des services publics d'incendie, sont dispensées de la branche "réactions adaptées en cas d'incendie, d'alerte à la bombe et de catastrophes".

Art. 29. (Pour l'obtention de l'"attestation de compétence personnel dirigeant type A", les personnes qui disposent d'une "attestation de compétence personnel dirigeant type B",) sont dispensées des branches "droits fondamentaux et sécurité", "conscience culturelle et contact avec la diversité", "analyse de sécurité appliquée et techniques de gardiennage" et intégrité et déontologie". <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8821>

Art. 30. Pour l'obtention de l' "attestation de compétence personnel dirigeant type A" ainsi que l' "attestation de compétence personnel dirigeant type B", les personnes qui disposent d'une "attestation générale de compétence agent de gardiennage" sont dispensées de la branche "conscience culturelle et contact avec la diversité".

Art. 31. Pour l'obtention de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage", les personnes qui disposent d'une "attestation de compétence agent de gardiennage - gardien de patrimoine" sont dispensées des branches "étude de la réglementation relative au gardiennage et étude approfondie des droits et des obligations de l'agent de gardiennage", "conscience culturelle et contact avec la diversité", "observation et rapport" et "approche psychologique des conflits".

Art. 32. Les personnes détentrices de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage" sont, pour l' "attestation agent de gardiennage - gardien du patrimoine", dispensées de toutes les matières à l'exception de la branche "intervention adaptée dans des institutions permanentes qui gèrent du patrimoine culturel".

Art. 33. Pour l'obtention de l' "attestation de compétence générale agent de gardiennage", les personnes qui disposent de l' "attestation de compétence personnel dirigeant type A" ou de l' "attestation de compétence personnel dirigeant type B" sont dispensées des branches "organisation du secteur du gardiennage", "étude de la réglementation relative au gardiennage et étude approfondie des droits et des obligations de l'agent de gardiennage" et "conscience culturelle et contact avec la diversité".

CHAPITRE VII. - Règles relatives à l'organisation des formations.

Art. 34. Le Ministre peut déterminer la description du contenu des formations. Il peut déterminer les objectifs finaux pour les formations.

Art. 35. Toute formation doit être orientée sur la pratique et s'accorder avec la fonction et l'activité concernée par la formation. Leur contenu doit être adapté à l'évolution de la législation ayant des répercussions sur le secteur du gardiennage.

Art. 36. Les heures de cours visées au présent arrêté, constituent le minimum de ce qui doit être enseigné pour les différentes formations et branches. Elles ne comprennent pas les tests et examens. Les heures de cours mentionnées comportent 60 minutes.

Art. 37. Lorsque pour une formation annoncée, aucun candidat n'est inscrit, l'organisme de formation peut à tout moment, reporter ou annuler une formation annoncée.

Art. 38. Lorsque pour une formation annoncée, des candidats-élèves sont bien inscrits, l'organisme de formation peut seulement reporter la formation. Dans ce cas, au moins trois semaines avant la date prévue pour le début de la formation, il informera, par écrit, les candidats inscrits du report et des dates ultérieurement prévues auxquelles ladite formation aura lieu. S'il n'est pas satisfait à cette condition, la formation doit être dispensée aux dates initialement annoncées.

Art. 39. Une formation reportée, telle que visée à l'article 38, ne peut être à nouveau reportée ou annulée et doit être organisée endéans les quatre mois des dates initialement annoncées, à moins que les candidats inscrits relèvent exclusivement d'une entreprise de gardiennage appartenant au même groupe économique que l'organisme de formation.

Art. 40. Les exercices de tir, visés aux articles 22, 4°, 23 et 25, 2°, se déroulent aux conditions suivantes :

1° l'exercice de tir a lieu dans un stand de tir agréé par les autorités;

2° l'exercice de tir est dirigé et jugé par un instructeur de tir dépendant de l'organisme de formation;

3° durant l'exercice de tir, les seules armes et munitions utilisées sont celles mises à disposition par l'organisme de formation par ou en vertu de la loi,;

4° le tireur tire au minimum 50 cartouches;

5° le tireur effectue l'exercice avec un maximum de quatre personnes sur la ligne de tir.

6° tenant compte des dispositions visées à et en vertu de l'article 8, § 2, de la loi.

En dérogation à ce qui est défini à l'alinéa 1er, 3°, peuvent être utilisées lors des exercices de tir visés à l'article 23 les armes appartenant à l'entreprise de gardiennage ou au service interne de gardiennage qui a inscrit l'élève aux exercices de tir.

Art. 41. Durant les formations visées aux articles 22, 2° et 3°, et 25, 1°, seules des armes didactiques et inertes sont utilisées.

Par arme didactique, on entend un modèle scié et découpé de l'arme avec lequel il est possible de montrer le principe général de fonctionnement de l'arme ainsi que l'utilisation des sécurités.

Par arme inerte, on entend une arme qui ressemble en tout à l'arme originale et avec laquelle les mêmes manipulations sont possibles à l'exception de la percussion de l'amorce d'une munition.

Art. 42. (Les exercices de tir, respectivement visés à l'article 22, 4°, et 25, 2°, se déroulent exclusivement avec une arme dont la nature, le modèle et le type correspond avec l'arme utilisée lors des formations respectivement visées aux articles 22, 2° et 3°, et 25, 1°). <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8821>

Les exercices de tir visés à l'article 23, se déroulent exclusivement avec une arme dont la nature, le modèle et le type est conforme à l'arme mentionnée sur l'autorisation de port d'arme.

CHAPITRE VIII. - Règles relatives aux examens et attestations.

Art. 43. Toutes les branches sont examinées suivant la règle suivante : pour réussir les examens clôturant les formations, il faut obtenir au minimum cinquante pour cent des points dans chaque branche prescrite par le présent arrêté ou dispensée accessoirement, et au minimum soixante pour cent pour les examens organisés par le SELOR et au minimum soixante pour cent des points pour le total des branches examinées.

Art. 44. En dérogation à ce qui est fixé à l'article 43, l'intéressé doit obtenir au minimum 80 % des points dans chaque partie des tests d'attitude, d'habileté et de tir, visés à l'article 24.

Art. 45. Quiconque a régulièrement suivi la formation conformément au règlement de l'organisme de formation, a le droit de prendre part à tous les examens qui sont organisés en vue de l'obtention de l'attestation de compétence pour ladite formation.

Art. 46. Quel que soit l'organisme de formation, nul n'est autorisé à se présenter plus de quatre fois aux examens organisés sur la base du présent arrêté, y compris les épreuves de repêchage qui doivent être organisées au plus tard trois mois après le dernier examen de la session antérieure.

Art. 47. En dérogation à l'article 46, l'intéressé ne peut se représenter qu'une seule fois aux exercices de tir visés aux articles 22, 4°, 23 et 25, 2°. L'organisme de formation organise ce repêchage endéans les trois mois du premier exercice de tir.

Art. 48. Les épreuves de repêchage peuvent être présentées sans obligation de suivre à nouveau la formation. Celui qui n'a pas réussi les épreuves après les examens de repêchage doit suivre une deuxième fois l'entièreté de la formation pour participer une nouvelle fois aux examens.

Art. 49. Le déroulement des examens peut être fixé dans un règlement d'examens, défini par le Ministre après avis de la Commission Formation Gardiennage.

Art. 50. L'administration peut, dans le cadre de sa mission de contrôle :

1° être présente aux différentes commissions d'examens d'un organisme de formation;

2° remplacer un examen planifié par un examen écrit rédigé par elle.

Art. 51. Les examens relatifs aux matières fixées par le Ministre de l'Intérieur et aux matières visées aux articles 9, 3°, 10, 2°, 12, 2°, 13, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 22, 1°, ne peuvent être réalisés et évalués que par le SELOR.

Art. 52. Le candidat est inscrit pour la participation aux examens à SELOR par l'organisme de formation où il a suivi la formation à laquelle ces examens se rapportent.

Les coûts liés à la présentation et l'évaluation de ces examens sont à charge de cet organisme de formation.

Art. 53. Le Ministre peut fixer les modalités relatives au déroulement des examens, visés à l'article 51, ainsi que l'évaluation et les autres procédures nécessaires à cet effet.

Art. 54. Celui qui n'a pas réussi les examens ou les exercices de tir est informé dans les 14 jours calendrier suivant la connaissance des résultats.

Il a le droit, à sa demande et dans un délai raisonnable, à un entretien d'évaluation avec la personne qui a procédé à l'examen psychotechnique ou qui a évalué les examens relatifs aux formations ou les exercices de tir.

Art. 55. Les attestations originales seront délivrées à l'intéressé dans le mois de l'acquisition des résultats des examens qu'il a réussis avec fruit.

Art. 56. Sous peine de nullité, les mentions suivantes figurent sur chaque attestation :

1° le nom, selon le cas, de l'organisme de formation, du SELOR ou de l'entreprise de gardiennage;

2° le numéro d'entreprise de l'entreprise qui délivre l'attestation;

3° la dénomination de la formation suivie, telle qu'utilisée dans le présent arrêté, ainsi que les dates de début et de fin du cours, ou la mention de l'examen psychotechnique et la date à laquelle il a eu lieu et le fait que l'intéressé a suivi la formation ou passé l'examen psychotechnique conformément au présent arrêté;

4° les nom, date de naissance, lieu de naissance et numéro de registre national de l'intéressé;

5° la date de délivrance;

6° le numéro de l'attestation délivrée par l'administration.

7° le nom du responsable et sa signature.

Les attestations délivrées pour les formations visées aux articles 22, 23 et 25 mentionnent, outre les données visées à l'alinéa 1er, la nature, le modèle et le type d'arme avec laquelle les exercices de tir ont été effectués.

Art. 57. Les attestations sont rédigées dans la langue nationale dans laquelle la formation a été suivie ou dans laquelle l'examen psychotechnique a été passé.

Art. 58. Les attestations sont valables à partir de la date de leur délivrance, visée à l'article 55.

Art. 59. Le modèle des attestations est joint en annexe 2 au présent arrêté.

CHAPITRE IX. - Règles relatives aux examens psychotechniques et à l'agrément des centres de test.

Art. 60. Les examens psychotechniques ne peuvent être organisés et évalués que par :

1° le SELOR;

2° un centre interne de test agréé par le Ministre et faisant partie d'une entreprise de gardiennage autorisée.

L'agrément, visé au premier alinéa, 2°, est valable pour une durée de 5 ans, étant entendu qu'elle s'éteint en même temps que l'autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi, délivrée à l'entreprise.

L'entreprise ne peut demander le renouvellement de l'agrément que dans le cadre de la demande de renouvellement d'une autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi.

Art. 61. Dans le cas visé à l'article 60, 2°, le centre interne de test peut uniquement délivrer une attestation d'examen psychotechnique' aux personnes qui sont recrutées par une entreprise de gardiennage dont fait partie le centre interne de test ou par une entreprise de gardiennage qui

appartient au même groupe économique. Cette attestation est délivrée au moment de la conclusion du contrat de travail.

Art. 62. En vue d'être agréé en tant que centre interne de test, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° la réalisation et l'évaluation des examens psychotechniques s'effectuent exclusivement par des experts en sélection qui travaillent comme salariés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée pour l'entreprise de gardiennage concernée;

2° après que, concernant la compétence des experts en sélection concernés, la méthode de test, les normes de test, les normes d'évaluation et la procédure de test, un avis positif a été rendu par le SELOR;

3° au moins "25 attestations d'examen psychotechnique" sont délivrées par année civile;

Le Ministre peut préciser la condition telle que fixée au point 2°.

Art. 63. Selon le cas, l'expert en sélection qui a fait passer le test rédige un rapport de test écrit concernant la réalisation et l'évaluation de chaque test qui entraîne la délivrance d'une attestation d'examen psychotechnique'. Ce rapport de test contient tous les éléments d'évaluation des tests ainsi que les réflexions montrant qu'à partir de ces éléments d'évaluation, on peut logiquement conclure que l'intéressé satisfait aux conditions visées à l'article 6.

Le Ministre peut préciser le contenu du rapport de test visé à l'alinéa précédent.

Art. 64. Le Ministre peut préciser les moyens, les résultats minimum à atteindre et les méthodes qui doivent être utilisées lors de la réalisation des examens psychotechniques. Il peut fixer les procédures qui doivent être suivies pour ce faire.

Art. 65. Le SELOR peut vérifier par échantillonnage s'il ressort des rapports des examens psychotechniques rédigés par un centre de test interne et qui ont débouché sur la délivrance d'une attestation d'examen psychotechnique', que l'intéressé satisfait de manière concluante aux conditions visées à l'article 6.

L'échantillon visé au précédent alinéa comporte au moins 25 rapports de test avec un minimum de 10 % des rapports de test réalisés au cours de l'année civile courante ou écoulée. L'échantillon est composé au hasard par le SELOR.

Art. 66. Si après vérification, le SELOR constate qu'une attestation d'examen psychotechnique' a été délivrée à un candidat sans que l'on ait la certitude qu'il remplit les conditions telles que visées à l'article 6 du présent arrêté, cette attestation devient nulle et l'intéressé ne satisfait pas aux conditions d'exercice, telles que visées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, de la loi.

L'alinéa précédent n'est pas d'application si, endéans les deux mois qui suivent la constatation par le SELOR, le candidat réussit un examen psychotechnique tel que visé à l'article 60, alinéa 1er, 1°.

Art. 67. S'il ressort d'au moins 10 % de l'échantillonnage réalisé par le SELOR que le test est devenu nul, comme précisé à l'article 66, ou que des personnes sont recrutées par l'entreprise de gardiennage et ce, sans avoir respecté les dispositions visées à l'article 63, le Ministre peut retirer l'agrément du centre interne de test.

Art. 68. Les frais liés à la réalisation de l'examen psychotechnique, visé à l'article 60, 1°, sont à charge du souscripteur.

Les frais liés à la réalisation, par le SELOR, de l'examen psychotechnique, visé à l'article 66, alinéa 2, sont à charge de l'entreprise de gardiennage concernée.

Les frais liés à l'obtention d'un agrément comme centre de test interne, tel que visé à l'article 62, sont à charge de l'entreprise de gardiennage.

CHAPITRE X. - Règles relatives à l'agrément des organismes de formation, des formations et des chargés de cours.

Art. 69. Dans le cadre du présent arrêté, les organismes de formation et les formations qu'ils dispensent doivent être agréés par le Ministre ou, tenant compte de l'article 4, § 4, de la loi, par un fonctionnaire désigné par lui et les chargés de cours doivent être agréés par un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Art. 70. Lors de l'agrément et du renouvellement de l'agrément, le Ministre apprécie, outre les conditions visées à l'article 71 :

1° la capacité de l'organisme de formation à organiser le programme des cours d'une manière aussi correcte que possible;

2° le souci de l'organisme de respecter ses obligations;

3° les faits en rapport avec la déontologie et la confiance que l'organisme inspire.

Art. 71. Pour pouvoir être agréé comme organisme de formation, l'organisme doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir la personnalité juridique;

2° disposer d'un numéro d'entreprise

3° engager uniquement des chargés de cours qui satisfont aux conditions visées à l'article 72;

4° disposer d'infrastructures suffisantes pour dispenser les formations réglées au présent arrêté;

5° engager un membre du personnel à temps plein, chargé de la fonction de coordinateur de cours, qui satisfait aux prescriptions de l'article 5 de la loi et l'article 72, 2° et 3°, qui est chargé de l'organisation des formations et qui prouve une connaissance et une aptitude professionnelle suffisantes pour ce faire;

6° se soumettre à l'inspection organisée par le SPF Intérieur, entre autres en donnant accès aux locaux et aux documents et en donnant la possibilité de contact avec les organisateurs, les chargés de cours et les élèves;

7° ne pas organiser de formations par correspondance;

8° ne pas organiser de formations pour ou dans le cadre de formations policières.

Art. 72. Pour pouvoir être agréé comme chargé de cours, l'intéressé doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° conditions de l'article 6 de la loi;

2° ne pas avoir été frappé de condamnations pénales ou d'amendes administratives, de suspension ou de retrait de carte d'identification, en application de la loi;

3° ne pas avoir commis des faits pouvant porter atteinte à la déontologie professionnelle du personnel des entreprises de gardiennage et services internes de gardiennage et/ou des chargés de cours;

4° à défaut d'être engagé à temps plein par l'organisme de formation ou sauf exception expresse accordée par l'administration, dispenser au maximum deux branches différentes, quel que soit l'organisme de formation.

5° disposer d'une compétence professionnelle pour les matières dispensées par lui-même du fait qu'il est en possession d'un diplôme adapté de l'enseignement supérieur de type court au minimum ou assimilé et/ou du fait qu'il dispose d'une expérience professionnelle, de minimum trois années consécutives dans les matières à enseigner;

6° s'il s'agit du membre d'un service de police, avoir obtenu l'autorisation de sa hiérarchie.

Art. 73. Pour pouvoir être agréées, les formations doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° disposer d'un programme de cours qui comprend au moins le programme minimum tel que prévu au présent arrêté et qui satisfait à la description de contenu, telle que visée à l'article 34;

2° être dispensées par un organisme de formation agréé;

3° être dispensées par des chargés de cours qui satisfont aux conditions visées à l'article 72;

4° chaque matière doit être documentée, après avis de la Commission Formation Gardiennage, d'un syllabus écrit ou d'un manuel d'où il ressort que les conditions visées au 1° et que les conditions visées aux articles 35 et 36 sont remplies;

5° être dispensées avec le matériel didactique nécessaire pour que la formation puisse être en concordance avec les objectifs du présent arrêté;

6° pour les formations visées aux articles 22 et 25, être dispensées avec les armes visées aux articles 41 et 42.

Art. 74. Les formations suivantes peuvent être agréées seulement si :

1° pour (les formations visées aux articles 13 à 20 inclus) et 22 à 25 inclus : l'agrément est demandé par un organisme de formation qui a dispensé la formation visée à l'article 12 au cours des deux années calendrier qui précèdent la première demande; <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

2° pour la formation visée à l'article 12 : l'agrément est demandé par un organisme qui fournit la preuve que la matière 'secourisme industriel' sera dispensée par un organisme reconnu pour l'organisation de cours de secourisme visé à l'article 177 du règlement général sur la protection du travail;

3° pour la formation visée à l'article 11 : l'agrément est demandé par un organisme de formation qui a dispensé la formation visée à l'article 9 ou 10 au cours des deux années calendrier qui précèdent la première demande;

4° pour la formation visée à l'article 26 : l'agrément est demandé par un organisme de formation qui a dispensé la formation visée à l'article 12 au cours des deux années calendrier qui précèdent la première demande;

5° pour l'organisation des exercices de tir, visés à l'article 23 et la formation visée à l'article 25 : l'agrément est demandé par un organisme de formation qui a dispensé la formation visée à l'article 22 au cours deux années calendrier qui précèdent la première demande;

Art. 75. Les formations ou les organismes de formation, dont l'agrément a été refusé, retiré ou abrogé d'office au cours des deux années calendrier qui précèdent la demande, ne peuvent être agréés.

Art. 76. Toute demande d'agrément doit être introduite par l'organisme de formation au moins six mois avant la décision visée et toute demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant la date d'échéance de l'agrément.

Art. 77. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de trois mois après avoir constaté que le dossier de demande est complet.

Art. 78. L'agrément d'une formation ou des exercices de tir est abrogé d'office si l'organisme de formation, au cours des deux années calendrier successives, a lui-même délivré moins de 2 % du nombre total d'attestations qui a été délivré par l'ensemble des organismes de formation pour la formation concernée ou les services de tir et dans la langue nationale concernée.

La disposition visée à l'alinéa 1er n'est pas d'application au cours des deux années calendrier qui suivent le premier agrément de la formation en question.

Art. 79. Lorsque le Ministre estime que la disposition visée à l'article 78 est d'application, il informe l'organisme de formation de la situation née.

L'organisme de formation peut, endéans les quinze jours, fournir par écrit des éclaircissements concernant cette situation, après quoi le Ministre constatera ou non que la disposition visée à l'article 78 est d'application.

Art. 80. La demande d'agrément d'un organisme de formation doit être accompagnée des données et documents suivants :

- 1° le numéro d'entreprise et le règlement d'ordre intérieur de l'organisme de formation;
- 2° les modalités d'organisation des cours et des examens;
- 3° une description des infrastructures qui seront utilisées pour dispenser les formations;
- 4° les coordonnées personnelles du coordinateur de cours et du personnel dirigeant ainsi que les données qui démontrent la conformité aux conditions, visées à l'article 71, 5°.

Art. 81. La demande d'agrément d'un chargé de cours doit être accompagnée des données et documents suivants :

- 1° les nom et prénom et l'adresse du chargé de cours;
- 2° adresse et résidence;
- 3° le numéro de registre national;
- 4° un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs daté de maximum six mois;
- 5° un historique des formations suivies par l'intéressé, de sa carrière professionnelle et de ses fonctions professionnelles;
- 6° les matières des formations pour lesquelles l'organisme souhaite installer l'intéressé comme charge de cours;
- 7° la ou les langue(s) dans laquelle il donnera cours
- 8° le cas échéant, l'autorisation écrite telle que visée à l'article 72, 6°.

Art. 82. La demande d'un premier agrément d'une formation doit être accompagnée des données et documents suivants :

- 1° le programme détaillé des cours;
- 2° les syllabus ou manuels utilisés dans les matières enseignées;
- 3° les coordonnées des chargés de cours qui font partie du corps professoral ainsi que les données qui démontrent la conformité aux conditions, visées à l'article 72;
- 4° le montant des droits d'inscription.
- 5° une description du matériel didactique utilisé;
- 6° la langue dans laquelle la formation sera dispensée;
- 7° pour les formations visées aux articles 22 à 25 inclus, les noms et adresses des stands de tir où les exercices de tir s'effectueront.

Art. 83. La demande de renouvellement des agréments visés au présent chapitre se fait en même temps que le renouvellement de l'autorisation comme organisme de formation.

La demande comprend les données actualisées, visées aux articles 80 à 82 inclus, ainsi qu'un rapport détaillé concernant le programme et l'organisation des formations, les noms et titres des chargés de cours, ainsi que les adaptations apportées durant la période d'agrément précédente, d'où il ressort que la formation satisfait à la qualité poursuivie par le présent arrêté.

Art. 84. L'organisme de formation, les formations et le personnel de l'organisme de formation doivent satisfaire aux conditions d'agrément durant toute la période d'agrément.

Art. 85. Les formations peuvent seulement être annoncées et présentées pour la première fois :

1° pour toutes les formations : après réception de la notification de l'agrément de la formation concernée;

2° pour les formations visées aux articles 22 à 25 inclus : après que l'organisme de formation soit en état de dispenser les formations conformément aux dispositions visées à et en vertu de l'article 8, § 2, de la loi.

Art. 86. Les formations sont organisées dans les infrastructures de l'organisme de formation et mentionnées dans le dossier de demande. Les dérogations doivent être communiqués à l'administration, au plus tard un mois avant le début des cours.

Aucune formation ne peut être dispensée dans les installations d'un organisme de formation qui ont antérieurement été refusées pour l'organisation de la (des) formation(s) concernée(s) ou pour lesquelles l'autorisation a été retirée ou dans des lieux où peut se déclarer un trouble vu la nature ou l'organisateur de la formation.

Art. 87. L'annonce de formations ou une publicité pour des formations peut exclusivement se faire par l'organisme qui a été agréé pour la formation concernée.

CHAPITRE XI. - Règles relatives aux communications.

Art. 88. Toute modification des programmes détaillés de cours, tels que visés à l'article 89, 1°, du contenu des cours ou des chargés de cours, doit, préalablement à sa mise en application, être soumise à l'administration.

Art. 89. L'organisme de formation transmet à l'administration les informations et données suivantes :

1° au plus tard un mois avant le début de chaque formation : le programme détaillé de l'organisation des cours, ainsi que le moment et le lieu où ces cours auront lieu;

2° au plus tard un mois avant le premier examen : le programme détaillé de l'organisation des examens, ainsi que le moment et le lieu où ces examens auront lieu;

3° au plus tard une semaine après l'obtention de tous les résultats d'examens et avant la délivrance de l'attestation : les données personnelles prescrites par l'administration et les résultats des élèves inscrits;

4° sans délai : tout changement au moment de la formation et aux examens, visés aux parties 1° et 2°.

Art. 90. SELOR et les centres de test internes informent l'administration, au plus tard une semaine après la décision relative aux résultats des examens psychotechniques, et avant la délivrance de l' "attestation d'examen psychotechnique", des données personnelles des candidats prescrites par l'administration.

Art. 91. La manière dont les renseignements, visés aux articles 89 et 90, sont transmis, est établie selon les instructions de l'administration.

Art. 92. Après réception complète des données, (visées respectivement aux articles 89, 3° et 90), l'administration délivre à l'expéditeur un numéro d'attestation, pour chaque candidat ayant réussi. Aucune attestation ne peut être délivrée sans mention de ce numéro d'attestation. <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 93. Le coordinateur de cours d'un organisme de formation agréé, informe le Ministre de toute irrégularité concernant le déroulement des formations et des examens.

Art. 94. Le coordinateur de cours informe l'administration endéans les dix jours :

1° chaque fois que l'organisme de formation a pris des mesures à l'encontre d'un chargé de cours suite à des faits constitutifs d'infraction, ou suite à des faits contraires à la déontologie des chargés de cours et entraînant l'exclusion de la branche de la formation en question.

2° chaque fois que l'organisme de formation a exclu un élève de la formation, suite à une fraude ou tentative de fraude ou pour le non respect de la réglementation ou suite à son comportement

Art. 95. La communication, visée à l'article 94, se fait par écrit et comporte au minimum :

1° les noms et adresses des personnes qui font l'objet de la mesure;

2° une description circonstanciée des faits qui justifient la mesure, ainsi que le lieu et l'heure auxquels ils se sont produits;

3° les mesures prises et le moment auquel elles ont été prises.

CHAPITRE XII. - Commission formation gardiennage.

Art. 96. Une commission intitulée " Commission Formation Gardiennage " est créée par le Ministre au sein du SPF Intérieur.

Art. 97. La Commission Formation Gardiennage est composée par :

1° le délégué de l'administration qui assume la présidence;

2° un spécialiste en matière de formation de la police fédérale;

3° un responsable d'une école de police agréée;

4° un spécialiste en matière de sélection de SELOR;

5° un spécialiste en matière de formation de l'IFA;

6° un représentant des organismes de formation, qui appartiennent aux entreprises de gardiennage ou groupes d'entreprise qui organisent ces entreprises de gardiennage;

7° un représentant des organismes de formation, qui n'appartiennent pas aux entreprises de gardiennage ou groupes d'entreprise qui organisent ces entreprises de gardiennage;

8° un représentant de l'association professionnelle des entreprises de gardiennage, tel que visé à l'article 17bis de la loi;

9° un représentant de l'association professionnelle des services internes de gardiennage;

10° un représentant des organisations du personnel des sociétés de gardiennage;

11° pour le traitement des matières se rapportant aux formations visées aux articles 22 à 25 inclus et 40 à 42 inclus : un expert en armes de la police locale.

12° un représentant de l'Association centrale d'Alarme (A.C.A.), tel que visé à l'article 17bis de la loi pour, uniquement en ce qui concerne la formation " opérateur de central d'alarme ".

Art. 98. La candidature des membres de la Commission est proposée par l'instance qu'ils représentent.
L'instance chargée de la proposition désigne un suppléant pour chaque représentant.

Art. 99. Le Ministre peut désigner des spécialistes ou d'autres personnes afin de participer de manière permanente ou temporaire aux discussions de la Commission.

Art. 100. Le secrétariat de la Commission est assuré par l'administration.

Art. 101. La Commission Formation Gardiennage a pour mission de conseiller le Ministre concernant :

- 1° le détail des programmes de cours des formations réglées par le présent arrêté;
- 2° l'agrément des formations, des organismes de formation et des chargés de cours;
- 3° l'application du présent arrêté et les propositions d'éventuelles modifications à celui-ci.

CHAPITRE XIII. - Dispositions transitoires et finales.

Art. 102. Les personnes qui sont en possession d'une attestation de compétence formation personnel dirigeant conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1999, ou qui en ont été dispensées, sont considérées comme détentrices de l' "attestation de compétence personnel dirigeant type A" et de l' "attestation de compétence personnel dirigeant type B".

Art. 103. Les personnes qui sont en possession d'une attestation générale de compétence d'une formation de base du personnel d'exécution des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1999, ou qui en sont dispensées, et qui sont en possession d'une attestation de compétence de la formation contrôle de personnes - type court ou type long, conformément au même arrêté d'exécution, sont considérées comme détentrices de l' "attestation générale de compétence agent de gardiennage" et (comme détentrices) de l' "attestation de

compétence des agents de gardiennage - cafés et lieux où l'on danse". <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 104. Les personnes qui sont en possession d'une attestation générale de compétence d'une formation de base du personnel d'exécution des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1999, ou qui en sont dispensées sont considérées comme détentrices de l' "attestation de compétence agent de gardiennage- opérateur de centrale d'alarme".

Art. 105. Les personnes qui sont en possession d'une attestation générale de compétence de la formation de base du personnel d'exécution des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1999, ou en sont dispensées et qui sont en possession d'une attestation de compétence, qui en vertu de même arrêté royal, a donné accès à l'exercice de certaines activités spécialisées, sont considérées comme détentrices de l'attestation de compétence, qui en vertu du présent arrêté, donne accès à l'exercice de ces mêmes activités.

Art. 106. Une attestation générale de compétence agent de gardiennage' peut être délivrée aux personnes en possession d'une attestation générale de compétence de la formation de base du personnel d'exécution des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1999, ou à ceux qui en sont dispensées, après que les intéressés ont suivi avec fruit une formation de 48 heures, comprenant les branches suivantes :

1° étude de la réglementation relative au gardiennage et étude approfondie des droits et obligations de l'agent de gardiennage : 16 heures;

2° notion de culture et contact avec la diversité : 12 heures;

3° secourisme industriel : 20 heures de cours;

Art. 107. Les personnes qui, après le 29 mai 1999 et avant le 10 janvier 2005, étaient au service d'un service interne de gardiennage qui ressortit pour la première fois de l'obligation d'autorisation en vertu de la modification de la loi du 7 mai 2004 et dont ce service interne de gardiennage a introduit une demande en vue de l'obtention de l'autorisation en qualité de service interne de gardiennage avant le 10 mars 2005, peuvent, en ce qui concerne le personnel dirigeant, obtenir l' "attestation de compétence personnel dirigeant A" et, en ce qui concerne les agents de gardiennage l' "attestation générale de compétence agent de gardiennage", sans devoir présenter des examens, s'ils ont suivi la formation sans aucune absence.

Art. 108. Les personnes, qui à partir du 1er janvier 1999, étaient de manière ininterrompue au service d'un service interne de gardiennage, organisé par une institution permanente qui gère le patrimoine culturel et dont une demande en vue de l'obtention de l'autorisation en qualité de service interne de gardiennage a été introduite dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent obtenir, en ce qui concerne le personnel dirigeant, l' "attestation de compétence personnel dirigeant A" et, en ce qui concerne les agents de gardiennage l' "attestation de compétence agent de gardiennage - gardien de patrimoine", sans devoir présenter des examens, s'ils ont suivi la formation sans aucune absence.

(Alinéa 2 supprimé) <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 109. Les articles 1er, 6, 7, 8,1°, 8,2°, 8,4°, 8,5°, 8,6°, 8,7°, 8,8°, 11, 19 à 21 inclus, 26, 34 à 40 inclus, 43 à 50 inclus, 54, 55, 57, 58, 69 à 73 inclus, 75 à 89 inclus, 91, 93 à 101 inclus, entrent en vigueur deux mois après la publication de cet arrêté au Moniteur belge.

Art. 110. (Les articles 1er, 12, 2°, et 21 à 33 inclus) de l'arrêté royal du 30 décembre 1999 relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelle, aux conditions d'examen médical et psychotechnique pour l'exercice d'une fonction de dirigeant ou d'exécution au sein d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations, sont abrogés. <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 111. Le Ministre fixe (la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 4 inclus, 8, 3°, 9, 10, 12 à 18 inclus, 22 à 25 inclus, 27 à 33 inclus, 41, 42, 56, 59, 74, 92, 102 à 108 inclus) et de l'abrogation des articles correspondants de l'arrêté royal du 30 décembre 1999 relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelle, aux conditions d'examen médical et psychotechnique pour l'exercice d'une fonction de dirigeant ou d'exécution au sein d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations. <Erratum, voir M.B. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 112. Le Ministre fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions visées aux articles 5, 60 à 68 inclus et 90.

En attendant, les examens psychotechniques, qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient approuvés par le Ministre, peuvent être réalisés et évalués par un psychologue faisant partie :

1° d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage dans le cadre de la procédure de recrutement;

2° d'un organisme de formation dans le cadre de l'établissement des conditions d'accès aux formations régies dans le présent arrêté.

Art. 113. Le Ministre détermine l'entrée en vigueur des dispositions visées aux articles 51 à 53 inclus.

Dans l'attente, les examens sont dispensés par l'organisme de formation où le candidat a suivi la formation.

(NOTE : entrée en vigueur des articles suivants :

- 2, 3°, c), 2, 5°, 4, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 59, (74, 4° et 5°, et 105), (...) fixée au 03-05-2007 <AM 2008-02-21/39, art. 2, 1°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- 25, 41, 42 fixée au 01-06-2007

- 9, 10, 12, 74, 1°, 2°, 102, 103, 106, 107 fixée au 01-01-2008

- (104) fixée au 01-02-2008 <AM 2008-02-21/39, art. 2, 2°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- (3, 1°) fixée au 01-03-2008 <AM 2008-02-21/39, art. 2, 3°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- (22) fixée au 01-04-2008 <AM 2008-02-21/39, art. 2, 4°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- (2, 1° et 2°, 2, 3°, a) et b)) fixée au 01-05-2008 <AM 2008-02-21/39, art. 2, 5°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- (17 et 18) fixée au 01-06-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 6°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

- 3, 10° fixée au 01-04-2008, sauf pour l'obligation d'être détenteur de l'" attestation - exercices de tir ", qui est applicable à partir du 01-04-2007

- (3, 3° et 13°) fixée au 01-01-2009 par AM 2007-04-13/31, art. 1) <MB 2008-02-21/39, art. 2, 7°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

(- 3, 6°, 3, 7°, 13 et 15, fixée au 01-07-2008;

- 3, 2° et 3, 4°, fixée au 01-08-2008;

- 16, fixée au 01-09-2008;

- 3, 5°, fixée au 01-10-2008;

- 14, fixée au 01-12-2008.) <AM 2008-02-21/39, art. 2, 10°, 002; En vigueur : 20-03-2008>

(NOTE : entrée en vigueur des articles suivants :

- 74, 3° fixée au 20-02-2008

- 51, pour les branches fixées aux art. 9, 3°, 10, 2° et 12, 2° fixée au 01-03-2008

- 52 et 53 fixée au 01-03-2008

- 3, 9° fixée au 01-07-2008

- 2, 4° fixée au 01-09-2008

- 3, 8° fixée au 01-10-2008

par AM 2008-02-21/39, art. 1)

Art. 114. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

ANNEXES.

Art. N1. Annexe 1. Fiche technique exercice de tir.

(Fiche non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 18-01-2007, p. 2105-2106).

Art. N2. Annexe 2. Modèle d'attestation.

(Attestation non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 18-01-2007, p. 2109).

Art. 1

HOOFDSTUK I. - Opleidingsvereisten voor het personeel.

Art. 2-4

HOOFDSTUK II. - Vereisten inzake psychotechnisch onderzoek.

Art. 5-6

HOOFDSTUK III. - Toegangsvoorwaarden tot de opleidingen en oefeningen.

Art. 7-8

HOOFDSTUK IV. - Opleidingen leidinggevend personeel.

Art. 9-11

HOOFDSTUK V. - Opleidingen bewakingsagent.

Art. 12-26

HOOFDSTUK VI. - Vrijstellingen.

Art. 27-33

HOOFDSTUK VII. - Regels inzake de organisatie van de opleidingen.

Art. 34-42

HOOFDSTUK VIII. - Regels betreffende examens en attesten.

Art. 43-59

HOOFDSTUK IX. - Regels inzake de organisatie van de psychotechnische onderzoeken en de erkenning van testcentra.

Art. 60-68

HOOFDSTUK X. - Regels inzake de erkenning van opleidingsinstellingen, opleidingen en lesgevers.

Art. 69-87

HOOFDSTUK XI. - Regels inzake mededelingen.

Art. 88-95

HOOFDSTUK XII. - Commissie opleiding bewaking.

Art. 96-101

HOOFDSTUK XIII. - Overgangs- en eindbepalingen.

Art. 102-114

BIJLAGEN.

Art. N1-N2

Tekst Inhoudstafel Begin

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° wet : de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid;

2° leidinggevend personeel : personeelslid dat een leidinggevende functie uitoefent, zoals bedoeld in artikel 1, § 9, van de wet, over personeelsleden belast met activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet;

3° bewakingsagent : personeelslid, belast met activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1 van de wet;

4° minister : de Minister van Binnenlandse Zaken;

5° administratie : de Directie Private Veiligheid bij de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid bij de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK I. - Opleidingsvereisten voor het personeel.

Art. 2. Elk lid van het leidinggevend personeel moet voldoen aan volgende opleidingsvereisten :

1° voor de uitoefening van gezag over bewakingsagenten, werkzaam op het grondgebied van Brussels hoofdstedelijk gewest, één of meerdere provincies of over alle bewakingsagenten van de bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst : houder zijn van een "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A";

2° voor de uitoefening van gezag over meer dan 15 bewakingsagenten, zonder dat dit verantwoordelijkheden inhoudt, zoals bedoeld onder 1°, houder zijn van, ofwel :

a) het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A";

b) het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B".

3° voor de uitoefening van gezag over maximum 15 bewakingsagenten, zonder dat dit verantwoordelijkheden inhoudt zoals bedoeld onder 1°, houder zijn van ofwel :

a) het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A";

b) het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B";

c) het bekwaamheidsattest, vereist voor de bewakingsagenten waarover hij de leiding heeft en minstens zes maanden houder zijn van een identificatiekaart voor de betrokken bewakingsactiviteit.

4° houder zijn van een "bijscholingsattest leidinggevend personeel" afgeleverd tijdens de periode van twee jaar die de vervaldatum van zijn identificatiekaart voorafging;

5° tevens houder zijn van de bekwaamheidsattesten, bedoeld in artikel 3, in overeenstemming met de beoogde activiteiten, indien hij zelf deelneemt aan de uitoefening van deze activiteiten.

Art. 3. Elke bewakingsagent moet voldoen aan volgende opleidingsvereisten :

1° voor de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, 1° en 5°, van de wet, met uitzondering van de activiteiten bedoeld onder punt 2°, 3° en 4° : houder zijn van het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

2° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 1°, van de wet, bestaande uit de activiteit van mobiele bewaking : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent- mobiele bewaking" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

3° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 1° en 5°, van de wet, op werkposten, die een café- of dansgelegenheid uitmaken : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - café en dansgelegenheden" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

4° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 5°, van de wet, bestaande uit de activiteit van winkelinspecteur : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - winkelinspecteur" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

5° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, van de wet : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - bescherming personen" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

6° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, van de wet : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - beveiligd vervoer" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

7° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 4° van de wet : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - operator alarmcentrale";

8° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 6° van de wet : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - vaststelling materiële feiten" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

9° voor de uitoefening van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, 7° van de wet : houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - verkeersbegeleiding" en het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent";

10° voor de uitoefening van activiteiten op een gewapende wijze, houder zijn van de bekwaamheidsattesten die overeenstemmen met de beoogde activiteit en het "bekwaamheidattest bewakingsagent - gewapende opdracht" en, bij de vernieuwing van de wapendrachtvergunning, houder zijn van de "attesten - schietoefeningen", waaruit blijkt dat de betrokkene minstens zesmaandelijks een schietopleiding heeft gevolgd;

11° voor de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1° en 5°, van de wet, voor zover deze activiteiten wordt uitgeoefend door de bewakingsagent die uitsluitend behoort tot de interne bewakingsdienst van een permanente instelling van publiek recht die cultureel erfgoed beheert, houder zijn van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - erfgoedbewaker";

12° houder zijn van het "attest psychotechnisch onderzoek";

13° houder zijn van een "bijscholingsattest bewakingsagent" afgeleverd tijdens de periode van vijf jaar die de vervaldatum van zijn identificatiekaart voorafging.

Art. 4. De activiteit, bedoeld in artikel 3, 10°, kan slechts uitgeoefend worden, in de mate dat de opleiding die leidde tot het "bekwaamheidsattest bewakingsagent - gewapende opdrachten" en de schietoefeningen waaraan betrokkene deelnam, geschiedde met een wapen waarvan de aard, het model en het type overeenkomt met het wapen, waarop de wapendrachtvergunning die hij, krachtens artikel 8, § 2 van de wet, bezit of beoogt te bezitten, betrekking heeft.

Indien aan de vereiste, bedoeld in het vorig lid, niet is voldaan, kan de activiteit, bedoeld in artikel 3, slechts worden uitgeoefend, indien betrokkene beschikt over een "bekwaamheidsattest bewakingsagent - aanpassingsopleiding gewapende opdrachten" en dit met het wapen bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK II. - Vereisten inzake psychotechnisch onderzoek.

Art. 5. Een kandidaat mag geen psychotechnisch onderzoek ondergaan indien hij eerder in twee, door SELOR afgenomen, psychotechnische onderzoeken niet geslaagd is.

Een kandidaat die eerder in één, door SELOR afgenomen, psychotechnisch onderzoek niet geslaagd is, mag enkel bij SELOR een psychotechnisch onderzoek ondergaan en er dienen minstens twaalf maanden verstreken te zijn sinds dit eerder onderzoek.

Art. 6. Het "attest psychotechnisch onderzoek" wordt slechts verstrekt, nadat betrokkene met goed gevolg een psychotechnisch onderzoek heeft ondergaan waaruit blijkt dat hij :

1° respect vertoont voor de medemens;

2° een evenwichtige persoonlijkheid heeft;

3° over incasseringsvermogen beschikt ten aanzien van agressief gedrag van derden en in staat is daarbij zijn eigen gevoelens te beheersen;

4° respect vertoont voor plichten en procedures.

HOOFDSTUK III. - Toegangsvoorwaarden tot de opleidingen en oefeningen.

Art. 7. Voorafgaand aan de inschrijving tot de opleiding stelt de opleidingsinstelling de kandidaat in kennis van :

1° de wettelijke voorwaarden waaraan de betrokkene moet voldoen om de functie uit te oefenen waarop de beoogde opleiding betrekking heeft;

2° de regels die betrekking hebben op de examens en de herexamens;

3° in voorkomend geval, de verplichting tot bijscholing om de functie uit te oefenen waarop de beoogde opleiding betrekking heeft.

Art. 8. De kandidaat mag slechts aan een opleiding deelnemen indien hij voldoet aan volgende voorwaarden :

1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag of een uittreksel uit het strafregister, dat maximum zes maanden oud is, heeft voorgelegd waaruit blijkt dat hij voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 12 tot en met 25, niet veroordeeld is wegens misdrijven bepaald in artikel 6, eerste lid, 1°, van de wet, en, voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 9 en 10 niet veroordeeld is tot de misdrijven bepaald in artikel 5, eerste lid, 1°, van de wet;

2° een identiteitsdocument heeft voorgelegd waaruit blijkt dat hij voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 12 tot en met 25, voldoet aan artikel 6, eerste lid, 2° en 3°, van de wet, en, voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 9 en 10 voldoet aan artikel 5, eerste lid, 2° en 3°, van de wet;

3° voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 12, 18 en 21, het bewijs heeft voorgelegd te beschikken over een "attest psychotechnisch onderzoek";

4° voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 13 tot en met 17, 19 tot en met 20 en 22 tot en met 26, het bewijs heeft voorgelegd over het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" te beschikken of toepassing te kunnen maken van het regime, bepaald in artikel 22, § 3, van de wet;

5° voor de opleiding, bedoeld in artikel 11, het bewijs heeft voorgelegd te voldoen aan artikel 9 of 10 of een leidinggevende activiteit uit te oefenen, bij toepassing van artikel 2, 3°, c), of toepassing te kunnen maken van het regime, bepaald in artikel 22, § 3, van de wet;

6° voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 16, 17, 22, 23 en 25, een identificatiekaart en het bewijs voorleggen dat betrokkene bij de opleidingsinstelling is ingeschreven door de werkgever van de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst, waartoe betrokkene behoort;

7° voor de opleidingen, bedoeld in de artikelen 9 tot en met 25, voordien dezelfde opleiding, met inbegrip van de examens en herexamens, maximaal eenmaal gevolgd heeft.

8° voor deelname aan de oefeningen, bedoeld in artikel 23 en 25, het bewijs heeft voorgelegd te beschikken over een wapendrachtvergunning, afgeleverd voor het uitoefenen van gewapende bewakingsactiviteiten voor de onderneming door wie hij voor de schietoefeningen is ingeschreven.

HOOFDSTUK IV. - Opleidingen leidinggevend personeel.

Art. 9. Het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 100 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

1° organisatie van de private en publieke veiligheidssector : 12 uren;

2° grondrechten en veiligheid : 12 uren;

3° grondige studie regelgeving met betrekking tot de bewaking : 24 uren;

4° toegepaste aansprakelijkheid : 8 uren;

5° cultuurinzicht en omgaan met diversiteit : 8 uren;

6° sociale verhoudingen in de bewaking en toegepast sociaal recht : 8 uren;

7° toegepaste veiligheidsanalyse en bewakingstechnieken : 24 uren;

8° integriteit en beroepsethiek : 4 uren.

Art. 10. Het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 52 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

1° organisatie van de bewakingssector : 8 uren;

- 2° studie regelgeving met betrekking tot de bewaking : 16 lesuren;
- 3° grondrechten en veiligheid : 8 lesuren;
- 4° cultuurinzicht en omgaan met diversiteit : 8 lesuren;
- 5° toegepaste veiligheidsanalyse en bewakingstechnieken : 8 lesuren;
- 6° integriteit en beroepsethiek : 4 lesuren

Art. 11. Het "bijscholingsattest leidinggevend personeel" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van minstens 16 lesuren die betrekking heeft op de in de afgelopen vijf jaar ontstane of vernieuwde regelgeving met betrekking tot private veiligheid en aanverwante wetgeving, zonder het afleggen van examens, effectief heeft gevolgd.

HOOFDSTUK V. - Opleidingen bewakingsagent.

Art. 12. Het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 132 lesuren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° organisatie van de bewakingssector en hun activiteiten : 8 lesuren;
- 2° studie van de regelgeving met betrekking tot de bewaking en grondige studie van de rechten en de verplichtingen van de bewakingsagent : 16 lesuren;
- 3° toegepaste gemeenrechtelijke rechten en verplichtingen : 8 lesuren;
- 4° communicatietechnieken : 10 lesuren;
- 5° analoge- en digitale communicatie : 4 lesuren;
- 6° cultuurinzicht en omgaan met diversiteit : 12 lesuren;
- 7° observatie en rapportering : 12 lesuren;
- 8° psychologische conflicthantering : 16 lesuren;
- 9° fysieke ontwijkingstechnieken : 8 lesuren
- 10° gepast reageren bij brand, bomalarm en rampen : 12 lesuren;
- 11° bedrijfseerstehulpverlener : 20 lesuren;

12° sociale verhoudingen in de bewakingssector : 6 uren.

Art. 13. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - mobiele bewaking" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 40 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° wetgeving alarmbeheer en mobiele bewaking : 8 uren;
- 2° kennis van alarmsystemen, alarmcentrales en telebewaking : 8 uren;
- 3° veilig rijgedrag : 8 uren;
- 4° risico-inschatting : 4 uren;
- 5° toegepaste ontwijkstechnieken : 4 uren;
- 6° interventiemethodes en -procedures : 8 uren.

Art. 14. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - café en dansgelegenheden" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 32 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° specifieke risico's op wetsovertreding : 8 uren;
- 2° specifieke veiligheidsrisico's in een uitgaansomgeving : 12 uren;
- 3° geweldloze bewakingsmethoden in een uitgaansomgeving : 12 uren.

Art. 15. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - winkelinspecteur" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 20 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° gemeenrechtelijke en specifieke bevoegdheden en plichten van de winkelinspecteur : 8 uren;
- 2° grondige studie van de misdrijven van belang voor de winkelinspecteur : 4 uren;
- 3° productkennis en interventiemethodes : 8 uren.

Art. 16. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - bescherming van personen" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 51 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° veiligheidsanalyse en opbouw van de beveiliging : 16 uren;
- 2° formaties en procedures bij bescherming van personen : 12 uren;
- 3° persoonsbescherming met wagens : 12 uren;
- 4° afschermingstechnieken : 8 uren;
- 5° organisatie van de politiediensten : 3 uren.

Art. 17. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - beveiligd vervoer" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 69 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg, heeft gevolgd :

- 1° organisatie en soorten beveiligd vervoer : 3 uren;
- 2° wetgeving van het beveiligd waardevervoer : 15 uren;
- 3° rijtechnieken, defensieve rij- en rammingstechnieken : 16 uren;
- 4° technieken van beveiligd vervoer : 10 uren;
- 5° voertuigen voor beveiligd vervoer : 3 uren;
- 6° toegepaste analoge en digitale communicatietechnieken : 3 uren;
- 7° risicobeheer en omgaan met crisissituaties : 16 uren;
- 8° toegepaste kennis van politie- en de overheidsdiensten : 3 uren.

Art. 18. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - operator alarmcentrale" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 70 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° wetgeving alarmbeheer, beheer volgsystemen en interventie na alarm : 12 uren;
- 2° kennis van alarmsystemen, alarmcentrales en telebewaking : 18 uren;
- 3° telefonische communicatievaardigheden en probleemoplossend handelen : 24 uren;
- 4° toegepaste analoge- en digitale communicatietechnieken : 6 uren;
- 5° methoden van technische alarmverificatie en alarmprocedures : 8 uren;
- 6° organisatie van de interventiediensten : 2 uren.

Art. 19. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - vaststelling materiële feiten" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 24 lesuren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° toegepaste wetgeving inzake parkeren : 4 lesuren;
- 2° toegepaste wetgeving inzake de bevoegdheden van de bewakingsagent : 4 lesuren;
- 3° vaststellingen en vaststellingsmethodes : 8 lesuren;
- 4° risicobeheersing en conflictbeheersing : 8 lesuren.

Art. 20. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - verkeersbegeleiding" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 20 lesuren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° verkeersveiligheid : 4 lesuren;
- 2° toegepaste verkeersreglementering : 8 lesuren;
- 3° taakuitvoering en technieken : 8 lesuren.

Art. 21. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - erfgoedbewaker" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 68 lesuren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° studie van de regelgeving met betrekking tot de bewaking en grondige studie van de rechten en de verplichtingen van de bewakingsagent : 16 lesuren;
- 2° toegepaste preventie en interventie in permanente instellingen die cultureel erfgoed beheren : 12 lesuren;
- 3° cultuurinzicht en omgaan met diversiteit : 12 lesuren;
- 4° observatie en rapportering : 12 lesuren;
- 5° psychologische conflicthantering : 16 lesuren.

Art. 22. Het "bekwaamheidattest bewakingsagent - gewapende opdrachten" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 42 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

1° toegepaste wetgeving aangaande wapenwetgeving, wettige verdediging en het gewapenderwijs uitvoeren van bewakingsactiviteiten : 12 uren;

2° toegepaste wapenkennis : 6 uren;

3° toegepaste veiligheidstechnieken bij het hanteren van een wapen : 12 uren;

4° schietoefeningen : 12 uren.

Art. 23. Het "attest schietoefening" wordt verstrekt nadat betrokkene met goed gevolg een schietoefening heeft uitgevoerd en dit om de zes maanden na het bekomen van het brevet "bekwaamheidattest bewakingsagent - gewapende opdrachten".

Art. 24. Elke schietoefening, bedoeld in de artikelen 22, 4°, 23 en 25, 2°, bestaat uit een attitude-, vaardigheids- en een schiettest, in overeenstemming met de technische fiche, gevoegd in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 25. Het "bekwaamheidsattest bewakingsagent - aanpassingsopleiding gewapende opdrachten" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van 8 uren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

1° toegepaste wapenkennis en veiligheidstechnieken bij het hanteren van het wapen : 4 uren;

2° schietoefeningen : 4 uren.

Art. 26. Het "bijscholingsattest bewakingsagent" wordt slechts verstrekt nadat betrokkene een opleiding van minstens 8 uren die betrekking heeft op de in de afgelopen vijf jaar ontstane of vernieuwde regelgeving met betrekking tot de bevoegdheden en de verplichtingen van bewakingsagenten, zonder het afleggen van examens, effectief heeft gevolgd.

HOOFDSTUK VI. - Vrijstellingen.

Art. 27. Zij die beschikken over een geldig attest bedrijfseerstehulpverlener of een diploma in de verpleegkunde, worden voor het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent", vrijgesteld voor het vak "bedrijfseerstehulpverlener".

Art. 28. Zij die beschikken over een brevet van brandweerman, korporaal, sergeant, adjudant, of officier bij de publieke brandweer, worden voor het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" vrijgesteld voor het vak gepast reageren bij brand, bomalarm en rampen'.

Art. 29. Zij die beschikken over het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B" worden voor het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A" vrijgesteld voor de "vakken grondrechten en veiligheid", "cultuurinzicht en omgaan met diversiteit", toegepaste "veiligheidsanalyse en bewakingstechnieken" en "integriteit en beroepsethiek".

Art. 30. Zij die beschikken over een "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" worden voor het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A" en voor het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B" vrijgesteld voor het vak "cultuurinzicht en omgaan met diversiteit".

Art. 31. Zij die beschikken over het "bekwaamheidattest bewakingsagent - erfgoedbewaker" worden voor het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent", vrijgesteld voor de vakken "studie van de regelgeving met betrekking tot de bewaking en grondige studie van de rechten en de verplichtingen van de bewakingsagent", "cultuurinzicht en omgaan met diversiteit", "observatie en rapportering" en psychologische conflicthantering".

Art. 32. Zij die beschikken over het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" worden voor het "bekwaamheidattest bewakingsagent - erfgoedbewaker" vrijgesteld van alle vakken, behoudens het vak "toegepaste interventie in permanente instellingen die cultureel erfgoed beheren".

Art. 33. Zij die beschikken over het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type A" of het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel type B" worden voor het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent" vrijgesteld voor de vakken "organisatie van de bewakingssector", "studie van de regelgeving met betrekking tot de bewaking en grondige studie van de rechten en verplichtingen van de bewakingsagent", "cultuurinzicht en omgaan met diversiteit".

HOOFDSTUK VII. - Regels inzake de organisatie van de opleidingen.

Art. 34. De Minister kan de nadere inhoudsomschrijving van de opleidingen vaststellen Hij kan voor de opleidingen, eindtermen bepalen.

Art. 35. Iedere opleiding dient praktijkgericht en afgestemd te zijn op de functie en activiteit, waarop de opleiding betrekking heeft. De inhoud ervan dient aangepast te zijn aan de evolutie van de wetgeving met repercussies op de bewakingssector.

Art. 36. De in dit besluit bedoelde lesuren vormen het minimum van wat voor de onderscheiden opleidingen en vakken moeten gedoceerd worden. Ze omvatten niet de testen en de examens. De vermelde lesuren bedragen 60 minuten.

Art. 37. Indien er voor een aangekondigde opleiding nog geen kandidaat-cursisten zijn ingeschreven, kan de opleidingsinstelling op elk ogenblik een aangekondigde opleiding uitstellen of annuleren.

Art. 38. Indien er voor een aangekondigde opleiding wel al kandidaat-cursisten zijn ingeschreven, kan de opleidingsinstelling de opleiding enkel uitstellen. In dit geval brengt ze de ingeschreven cursisten minimum drie weken voor de voorziene startdatum van de opleiding schriftelijk op de hoogte van het uitstel en van de latere data waarop deze opleiding zal plaatsvinden. Indien aan deze vereiste niet voldaan is, moet de opleiding op het oorspronkelijk aangekondigde tijdstip doorgaan.

Art. 39. Een uitgestelde opleiding, bedoeld in artikel 38, mag niet opnieuw worden uitgesteld of geannuleerd en moet binnen de vier maanden na het oorspronkelijk aangekondigde tijdstip, worden georganiseerd, tenzij het uitsluitend cursisten betreft die ingeschreven zijn door een bewakingsonderneming, behorend tot dezelfde economische groep als de opleidingsinstelling.

Art. 40. De schietoefeningen, bedoeld in de artikelen 22, 4°, 23 en 25, 2°, vinden plaats onder de volgende voorwaarden :

1° de schietoefening vindt plaats in een door de overheid erkende schietstand;

2° de schietoefening wordt geleid en beoordeeld door een schietinstructeur behorend tot de opleidingstelling;

3° tijdens de schietoefening worden enkel door de opleidingsinstelling ter beschikking gestelde wapens en munitie, zoals bedoeld door of krachtens de wet, gebruikt;

4° de schutter vuurt minstens 50 patronen af;

5° de schutter voert de oefening rechtstaande uit en met maximum vier personen op de schietlijn.

6° met inachtneming van de bepalingen bedoeld in en krachtens artikel 8, § 2, van de wet.

In afwijking van wat bepaald is in het eerste lid, 3°, kunnen tijdens de schietoefeningen, bedoeld in artikel 23, de wapens worden gebruikt die toebehoren aan de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst die de cursist voor de schietoefeningen heeft ingeschreven.

Art. 41. Tijdens de opleidingen bedoeld in de artikelen 22, 2° en 3° en 25, 1°, worden uitsluitend didactische wapens en inerte wapens gebruikt.

Onder een didactisch wapen wordt een uitgezaagd en opengemaakt model van het wapen verstaan waardoor het mogelijk is op het wapen het algemene werkingsprincipe ervan te tonen alsook de werking van de beveiligingen.

Onder een inert wapen wordt een wapen verstaan dat in alles op het originele wapen lijkt en waarmee dezelfde handelingen mogelijk zijn, behoudens het slaghoedje van een patroon in een kamer te percuteren.

Art. 42. (De schietoefeningen, bedoeld in artikel 22, 4°, respectievelijk 25, 2°, vinden uitsluitend plaats met een wapen, waarvan de aard, het model en het type overeenstemt met het wapen waarmee de opleiding, bedoeld in artikel 22, 2° en 3°, respectievelijk 25, 1°, plaatsvond.) <Erratum, zie B.St. 23-02-2007, p. 8821>

De schietoefeningen, bedoeld in artikel 23, vinden uitsluitend plaats met een wapen, waarvan de aard, het model en het type overeenstemt met het wapen dat voorkomt op de wapendrachtvergunning.

HOOFDSTUK VIII. - Regels betreffende examens en attesten.

Art. 43. Alle vakken worden geëxamineerd met inachtneming van de volgende regel : om te slagen voor de examens ter afsluiting van de opleidingen moet minimum vijftig procent van de punten behaald

worden voor elk in dit besluit aangegeven of bijkomend gedoceerd vak, en minimum zestig procent voor de examens afgenomen door SELOR en minimum zestig procent van de punten voor het totaal van de geëxamineerde vakken.

Art. 44. In afwijking van wat bepaald is in artikel 43, dient de betrokkene minimum 80 % van de punten te behalen op elk onderdeel van de attitude-, vaardigheids- en schiettest, bedoeld in artikel 24.

Art. 45. Hij, die de opleiding regelmatig heeft gevolgd conform het reglement van de opleidingsinstelling, heeft het recht om deel te nemen aan alle examens die voor het bekomen van het bekwaamheidattest van deze opleiding, worden georganiseerd.

Art. 46. Ongeacht de opleidingsinstelling mag niemand zich meer dan vier maal aanmelden voor de op basis van dit besluit georganiseerde examens, met inbegrip van de herexamens die ten laatste drie maanden na het afleggen van het laatste examen van een vorige examenzitting moeten georganiseerd worden.

Art. 47. In afwijking van artikel 46, kan de betrokkene voor de schietoefeningen, bedoeld in artikelen 22, 4°, 23 en 25, 2°, slechts éénmaal herkansen. De opleidingsinstelling organiseert deze herkansing binnen de drie maanden na de uitvoeren van de eerste schietoefening.

Art. 48. De herexamens kunnen afgelegd worden zonder de verplichting de opleiding opnieuw te volgen. Wie, na herexamens, niet geslaagd is, dient het geheel van de opleiding een tweede maal te volgen om zich voor de examens opnieuw aan te melden.

Art. 49. Het verloop van de examens kan door de Minister, na advies van de Commissie Opleiding Bewaking, worden vastgesteld in een examenreglement.

Art. 50. De administratie kan in het kader van haar controleopdracht :

- 1° aanwezig zijn in de verschillende examencommissies van een opleidingsinstelling;
- 2° een gepland examen vervangen door een door haar opgesteld schriftelijk examen.

Art. 51. De examens voor de vakken bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken en de vakken zoals bedoeld in de artikels 9, 3°, 10, 2°, 12, 2°, 13, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 22, 1° kunnen enkel worden afgenomen en beoordeeld door SELOR.

Art. 52. De kandidaat wordt voor deelname aan de examens bij SELOR ingeschreven door de opleidingsinstelling waarbij hij de opleiding, waarop deze examens betrekking hebben, volgt.

De kosten verbonden aan de afname en beoordeling van deze examens zijn ten laste van deze opleidingsinstelling.

Art. 53. De Minister kan de modaliteiten voor het verloop van de examens, bedoeld in artikel 51, en de beoordeling en de andere daarvoor noodzakelijke procedures nader bepalen.

Art. 54. De betrokkene die niet geslaagd is in de examens of de schietoefeningen wordt schriftelijk op de hoogte gesteld van de resultaten binnen de 14 kalenderdagen nadat de resultaten bekend zijn.

Hij heeft, op zijn verzoek, binnen een redelijke termijn, het recht op een evaluatiegesprek met de persoon die het psychotechnisch onderzoek heeft afgenomen of de examens met betrekking tot de opleidingen of schietoefeningen heeft geëvalueerd.

Art. 55. De originele attesten worden aan de betrokkene afgegeven binnen de maand nadat de resultaten van de examens, die hij met goed gevolg heeft afgelegd, bekend zijn.

Art. 56. Op elk attest komen, op straffe van nietigheid, de volgende vermeldingen voor :

1° de naam van, naar gelang het geval, de opleidingsinstelling, SELOR of de bewakingsonderneming;

2° het ondernemingsnummer van de onderneming die het attest uitreikt;

3° de benaming van de gevolgde opleiding, zoals gebruikt in dit besluit, en de begin- en einddatum ervan of de melding van de psychotechnisch onderzoek en de datum waarop het is afgenomen en het feit dat betrokkenen de opleiding of de psychotechnisch onderzoek gevolgd heeft in overeenstemming met dit besluit;

4° naam, geboortedatum, geboorteplaats, rijksregisternummer van betrokkene;

5° de datum van de uitreiking;

6° het attestnummer, verstrekt door de administratie;

7° naam van de verantwoordelijke en zijn handtekening.

De attesten uitgereikt voor de opleidingen bedoeld in artikel 22, 23 en 25, vermelden, naast de gegevens bedoeld in het eerste lid, de aard, het model en het type van wapen waarmee de opleidingen of de schietoefeningen hebben plaatsgevonden.

Art. 57. De attesten zijn opgesteld in de landstaal waarin de opleiding is gevolgd of waarin de psychotechnisch onderzoek is afgenomen.

Art. 58. De attesten zijn geldig vanaf de datum van hun uitreiking, bedoeld in artikel 55.

Art. 59. Het model van de attesten is gevoegd in bijlage 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK IX. - Regels inzake de organisatie van de psychotechnische onderzoeken en de erkenning van testcentra.

Art. 60. De psychotechnische onderzoeken kunnen enkel en alleen worden afgenomen en beoordeeld door :

1° SELOR;

2° een door de Minister erkend intern testcentrum, behorend tot een vergunde bewakingsonderneming.

De erkenning bedoeld in het eerste lid, 2°, is geldig voor een duur van 5 jaar, met dien verstande dat ze vervalt samen met de vergunning bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet, die aan de betrokken onderneming is uitgereikt.

De onderneming kan de vernieuwing van de erkenning enkel aanvragen in het kader van de vernieuwingsaanvraag van de vergunning bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet.

Art. 61. In het geval bedoeld onder artikel 60, 2°, kan het intern testcentrum enkel en alleen aan de personen die door de bewakingsonderneming, waarvan het intern testcentrum deel uitmaakt of door een bewakingsonderneming die tot dezelfde economische groep behoort, zijn aangeworven, een attest

psychotechnisch onderzoek' afleveren. Dit attest wordt afgeleverd bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst.

Art. 62. Om te kunnen worden erkend als intern testcentrum, dient aan volgende voorwaarden te worden voldaan :

1° de afname en de beoordeling van de psychotechnische onderzoeken geschieden uitsluitend door selectiedeskundigen die werkzaam zijn in vast dienstverband op basis van een contract van onbepaalde duur voor de betrokken bewakingsonderneming;

2° nadat aangaande de deskundigheid van de betrokken selectiedeskundigen, de wijze van testen, de testnormen, de beoordelingsnormen en de testprocedure een positief advies is uitgebracht door SELOR;

3° minimaal "25 attesten psychotechnisch onderzoek" per kalenderjaar worden afgeleverd;

De Minister kan de voorwaarde, zoals bepaald onder 2° nader bepalen.

Art. 63. Van de afname en de beoordeling van elke test, die aanleiding geeft tot de afgifte van een attest psychotechnisch onderzoek', stelt de selectiedeskundige die de test afnam, een schriftelijk testrapport op. Dit testrapport bevat alle beoordelingselementen van de testen en tevens de overwegingen waaruit blijkt dat uit deze beoordelingselementen redelijkerwijze kan worden opgemaakt dat de betrokkene voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 6.

De Minister kan de inhoud van het testrapport bedoeld in het vorige lid, nader bepalen.

Art. 64. De Minister kan de middelen, de minimaal te behalen resultaten en de methodes die bij de afname van de psychotechnisch onderzoek moeten worden aangewend nader bepalen. Hij kan de procedures die hiervoor moeten gevolgd worden, vastleggen.

Art. 65. SELOR kan steekproefsgewijs nagaan of uit de door een intern testcentrum opgestelde rapporten betreffende de psychotechnisch onderzoeken, die geleid hebben tot de aflevering van een attest psychotechnische proeven', op een afdoende wijze blijkt dat betrokkene voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 6.

De steekproef, bedoeld in het vorige lid, bedraagt minstens 25 testrapporten met een minimum van 10 % van de in het lopende of afgelopen kalenderjaar opgestelde testrapporten. De steekproef wordt willekeurig door SELOR samengesteld.

Art. 66. Indien na toetsing, SELOR vaststelt dat een attest psychotechnisch onderzoek' werd afgeleverd zonder dat op een voldoende wijze vaststaat dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 6 van dit besluit, is dit attest nietig en voldoet de betrokkene niet aan de uitoefeningsvoorwaarden bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet.

Het vorige lid is niet van toepassing indien de betrokken kandidaat binnen de twee maanden na de vaststelling door SELOR slaagt in een psychotechnisch onderzoek zoals bedoeld in artikel 60, eerste lid, 1°.

Art. 67. Indien uit tenminste 10 % van de door SELOR uitgevoerde steekproef blijkt dat de test nietig is, zoals bedoeld in artikel 66, of dat personen door de bewakingsonderneming worden aangeworven, zonder dat de in artikel 63 bedoelde bepalingen werden nageleefd, kan de Minister de erkenning van het intern testcentrum intrekken.

Art. 68. De kosten verbonden aan de uitvoering van het psychotechnisch onderzoek, bedoeld in artikel 60, 1°, zijn ten laste van de inschrijver.

De kosten verbonden aan de uitvoering van het psychotechnisch onderzoek, uitgevoerd door SELOR, bedoeld in artikel 66, tweede lid, zijn ten laste van de betrokken bewakingsonderneming.

De kosten verbonden aan het bekomen van een erkenning als intern testcentrum, zoals bedoeld in artikel 62, zijn ten laste van de bewakingsonderneming.

HOOFDSTUK X. - Regels inzake de erkenning van opleidingsinstellingen, opleidingen en lesgevers.

Art. 69. In het kader van dit besluit dienen de opleidingsinstellingen en de opleidingen die ze verstrekken, door de Minister, of met inachtneming van artikel 4, § 4, van de wet door een door hem aangewezen ambtenaar, te worden erkend en dienen de lesgevers door een door hem aangewezen ambtenaar te worden erkend.

Art. 70. De Minister beoordeelt bij de erkenning en de vernieuwing van de erkenning van de opleidinginstellingen, naast de voorwaarden bepaald in artikel 71 :

1° de bekwaamheid van de opleidingsinstelling om het lessenprogramma op een zo correct mogelijke wijze te organiseren;

2° de zorgvuldigheid waarmee de instelling haar verplichtingen nakomt;

3° de feiten die betrekking hebben op de deontologie en het vertrouwen die in de instelling gesteld worden.

Art. 71. Om te kunnen worden erkend als opleidingsinstelling, dient de instelling aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° de rechtspersoonlijkheid hebben;

2° over een ondernemingsnummer beschikken;

3° enkel lesgevers tewerkstellen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 72;

4° beschikken over voldoende accommodatie voor het verstrekken van de in dit besluit geregelde opleidingen;

5° een personeelslid voltijds tewerkstellen, belast met de functie van cursuscoördinator, die voldoet aan de bepalingen van artikel 5 van de wet en artikel 72, 2° en 3°, die instaat voor de organisatie van de opleidingen en die aantoot hiertoe over voldoende kennis en vakbekwaamheid te beschikken;

6° zich onderwerpen aan de inspectie door de FOD Binnenlandse Zaken door onder meer toegang te verlenen tot de lokalen en de documenten en het contact met de inrichters, de lesgevers en de cursisten mogelijk te maken;

7° geen opleidingen organiseren per correspondentie;

8° geen opleidingen organiseren voor of in het kader van politieopleidingen.

Art. 72. Om te kunnen worden erkend als lesgever dient de betrokkene te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de voorwaarden van artikel 6 van de wet;

2° geen strafrechtelijke veroordelingen of administratieve geldboetes, schorsing of intrekking van de identiteitskaart in toepassing van de wet hebben opgelopen;

3° geen feiten begaan hebben die een tekortkoming kunnen uitmaken op de beroepsdeontologie van het personeel van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten en/of deze van lesgever;

4° behoudens voltijdse tewerkstelling in de opleidingsinstelling of uitdrukkelijke afwijking toegestaan door de administratie, maximum twee verschillende materies doceren ongeacht de opleidingsinstelling.

5° vakbekwaam zijn doordat hij voor de door hem te doceren vakken in het bezit is van een aangepast diploma van minstens het hoger onderwijs van het korte type of ermee gelijkgesteld en/of doordat hij, in

de afgelopen zes jaar, minstens drie opeenvolgende jaren beroepservaring in de te doceren vakken heeft;

6° indien het om een lid van een politiedienst gaat : de toestemming hebben bekomen van zijn hiërarchie.

Art. 73. Om te kunnen worden erkend, dient de opleidingen aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° een lessenprogramma inhouden dat minstens het minimumprogramma omvat zoals voorzien in dit besluit en dat voldoet aan de nadere inhoudsomschrijving, zoals bedoeld in artikel 34;

2° gedoceerd worden in een erkende opleidingsinstelling;

3° gedoceerd worden door lesgevers die voldoen aan de voorwaarde, bedoeld in artikel 72;

4° voor elk vak gedocumenteerd zijn met een, na advies van de Commissie Opleiding Bewaking, door een schriftelijke syllabus of handboek, waaruit blijkt dat voldaan is aan de vereisten, bedoeld onder 1°, en aan de vereisten bedoeld in de artikelen 35 en 36;

5° gedoceerd worden met het noodzakelijke didactisch materiaal om de opleiding in overeenstemming met de doelstellingen van dit besluit te kunnen verstrekken;

6° voor de opleidingen bedoeld in artikel 22 en 25 : gedoceerd worden met de wapens bedoeld in artikel 41 en 42.

Art. 74. Volgende opleidingen kunnen slechts worden erkend indien :

1° voor de opleidingen bedoeld in de artikelen 13 tot en met 20 en 22 tot en met 25 : de erkenning aangevraagd is door een opleidingsinstelling, die de opleiding, bedoeld in artikel 12, gedurende de twee kalenderjaren, die de eerste vraag voorafgaan, heeft verstrekt;

2° voor de opleiding bedoeld in artikel 12 : de erkenning aangevraagd is door een opleidingsinstelling die het bewijs voorlegt dat het vak 'bedrijfseerstehulpverlener' zal worden verstrekt door een organisme dat is erkend voor het inrichten van cursussen voor hulpverlener, beoogd bij artikel 177 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming;

3° voor de opleiding bedoeld in artikel 11 : de erkenning aangevraagd is door een opleidingsinstelling die de opleiding, bedoeld in artikel 9 of 10 gedurende twee kalenderjaren, die de eerste aanvraag voorafgaat, heeft verstrekt;

4° voor de opleiding bedoeld in artikel 26 : de erkenning aangevraagd is door een opleidingsinstelling die de opleiding, bedoeld in artikel 12, gedurende de twee kalenderjaren, die de eerste vraag voorafgaat, heeft verstrekt;

5° voor de organisatie van schietoefeningen bedoeld in artikel 23 en de opleiding bedoeld in artikel 25 : de erkenning aangevraagd is door een opleidingsinstelling die de opleiding, bedoeld in artikel 22 gedurende twee kalenderjaren, die de eerste aanvraag voorafgaat, heeft verstrekt;

Art. 75. De opleidingen of de opleidingsinstellingen waarvan de erkenning in de periode van twee kalenderjaren die de aanvraag voorafgaat werden geweigerd, ingetrokken of van rechtswege werden opgeheven, kunnen niet worden erkend.

Art. 76. Elke aanvraag tot een eerste erkenning dient door de opleidingsinstelling minstens zes maanden voor de beoogde beslissing en iedere aanvraag tot vernieuwing van de erkenning dient minstens zes maanden voor de vervaldatum van de erkenning te worden ingediend.

Art. 77. De Minister beslist aangaande de aanvraag tot erkenning binnen de drie maanden nadat de volledigheid van het aanvraagdossier is vastgesteld.

Art. 78. De erkenning van een opleiding of van de schietoefeningen wordt van rechtswege opgeheven indien de opleidingsinstelling gedurende twee opeenvolgende kalenderjaren minder dan 2 % van het totaal aantal attesten dat door het geheel van de opleidingsinstellingen voor de betrokken opleiding of schietoefeningen en in de betrokken landstaal werd afgeleverd, zelf heeft afgeleverd.

De bepaling bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing gedurende de periode van twee kalenderjaren nadat de betrokken opleiding voor het eerst is erkend.

Art. 79. Wanneer de Minister van oordeel is dat de bepaling, bedoeld in artikel 78, van toepassing is, stelt hij de opleidingsinstelling in kennis van ontstane situatie.

De opleidingsinstelling kan binnen de 15 dagen schriftelijk verduidelijking verlenen aangaande deze situatie, waarna de Minister al dan niet vaststelt dat de bepaling, bedoeld in artikel 78, van toepassing is.

Art. 80. Met de vraag tot erkenning van een opleidingsinstelling moeten de volgende gegevens en documenten meegestuurd worden :

1° het ondernemingsnummer en het huishoudelijk reglement van de opleidingsinstelling;

2° de modaliteiten betreffende de organisatie van de lessen en de examens;

3° een beschrijving van de accommodatie die zal gebruikt worden met het oog op het verschaffen van de opleidingen;

4° de personalia van de cursuscoördinator en het leidinggevend personeel alsmede de gegevens die de conformiteit met de voorwaarden, bepaald in artikel 71, 5°, aantonen.

Art. 81. Met de vraag tot erkenning van een lesgever moeten de volgende gegevens en documenten meegestuurd worden :

1° de naam en voornaam en het adres van de lesgever;

2° adres en woonplaats;

3° het rijksregisternummer;

4° een bewijs van goed gedrag en zeden van ten hoogste zes maanden oud;

5° een historiek van de door betrokkene gevolgde opleidingen, van zijn beroepsloopbaan en zijn professionele functies;

6° de vakken van de opleidingen waarvoor de instelling de betrokkene als lesgever wenst in te zetten;

7° de taal of talen waarin hij zal lesgeven.

8° in voorkomend geval, de schriftelijke toestemming, zoals bedoeld in artikel 72, 6°.

Art. 82. Met de vraag tot eerste erkenning van een opleiding moeten de volgende gegevens en documenten meegestuurd worden :

1° de gedetailleerde programma's van de lessen;

2° de gehanteerde syllabi of handboeken bij de gedoeerde vakken;

3° de personalia van de lesgevers die deel uitmaken van het lerarenkorps alsook de gegevens die de conformiteit met de voorwaarden, bepaald in artikel 72 aantonen;

4° het bedrag van het inschrijvingsgeld;

5° een beschrijving van het te hanteren didactisch materiaal;

6° de taal waarin de opleiding zal worden verstrekt;

7° in het geval van de opleidingen bedoeld in de artikelen 22 tot en met 25 : de namen en de adressen van de schietstanden waar de schietoefeningen zullen plaatsvinden.

Art. 83. De aanvraag tot vernieuwing van in dit hoofdstuk bedoelde erkenningen, geschiedt gelijktijdig met de vernieuwing van de erkenning als opleidingsinstelling.

De aanvraag omvat de geactualiseerde gegevens, bedoeld in de artikelen 80 tot en met 82, alsook een omstandig verslag aangaande het programma en de organisatie van de opleidingen, de namen en titels van de lesgevers, alsmede de verrichte aanpassingen gedurende de afgelopen erkenningperiode, waaruit blijkt dat de opleiding voldoet aan de kwaliteit beoogd in dit besluit.

Art. 84. De opleidingsinstelling, de opleidingen en het personeel van de opleidingsinstelling dienen gedurende de ganse duurtijd van de erkenning aan de erkenningsvoorwaarden te voldoen.

Art. 85. De opleidingen kunnen slechts voor het eerst worden aangekondigd en verstrekt :

1° voor alle opleidingen : na ontvangst van de notificatie van de erkenning van de betrokken opleiding;

2° voor de opleidingen bedoeld in artikel 22 tot en met 25 : nadat de opleidingsinstelling in staat is om de opleidingen te verstrekken in overeenstemming met de bepalingen, bedoeld in en krachtens artikel 8, § 2, van de wet.

Art. 86. De opleidingen worden georganiseerd in de accommodatie van de opleidingsinstelling zoals vermeld in het aanvraagdossier. Afwijkingen dienen uiterlijk een maand die de organisatie van de opleiding voorafgaat, meegedeeld te worden aan de administratie.

Er kunnen geen opleidingen georganiseerd worden in de accommodatie van een opleidingsinstelling die eerder voor de organisatie van de desbetreffende opleiding(en) werd geweigerd of waarvan de erkenning werd ingetrokken of op plaatsen waar er verwarring kan ontstaan aangaande de aard of de organisator van de opleidingen.

Art. 87. Aankondigingen van en publiciteit voor opleidingen kunnen enkel uitgaan van de instelling die voor de betrokken opleiding werd erkend.

HOOFDSTUK XI. - Regels inzake mededelingen.

Art. 88. Elke verandering van de gedetailleerde programma's van de lessen, zoals bedoeld in artikel 89, 1°, de inhoud van de lessen of de lesgevers, dient voorafgaandelijk aan de toepassing ervan, te worden voorgelegd aan de administratie.

Art. 89. De opleidingsinstelling stelt de administratie in kennis van de volgende inlichtingen en gegevens :

1° uiterlijk één maand voor de aanvang van elke opleiding : het gedetailleerde programma van de organisatie van de cursussen en het tijdstip en de plaats waar deze zal plaatsvinden;

2° uiterlijk één maand voor het eerste examen : het gedetailleerde programma van de organisatie van de examens en het tijdstip en de plaats waar deze zullen plaatsvinden;

3° uiterlijk één week na het bekomen van alle examenresultaten en voor het uitreiken van het attest : de door de administratie bepaalde persoonsgegevens en de resultaten van de ingeschreven cursisten;

4° onverwijld : elke wijziging aan het tijdstip van de opleiding en de examens, vermeld onder 1° en 2°.

Art. 90. SELOR en de interne testcentra stellen de administratie uiterlijk één week na de beslissing over de resultaten van de testen psychotechnisch onderzoek, en voor het uitreiken van het "attest psychotechnisch onderzoek", in kennis van de door de administratie bepaalde persoonsgegevens van de kandidaten.

Art. 91. De wijze waarop de inlichtingen, bedoeld in de artikels 89 en 90, worden overgemaakt, gebeurt volgens de onderrichtingen van de administratie.

Art. 92. De administratie verstrekt, na de volledige ontvangst van de inlichtingen, bedoeld in, respectievelijk, de artikelen 89, 3°, en 90, de afzender, per geslaagde kandidaat een attestnummer. Er mag geen attest worden uitgereikt zonder vermelding van dit attestnummer.

Art. 93. De cursuscoördinator van een erkende opleidingsinstelling licht de Minister dadelijk in over elke onregelmatigheid aangaande het verloop van de opleidingen en de examens.

Art. 94. De cursuscoördinator brengt binnen de tien dagen de administratie op de hoogte :

1° telkens de opleidingsinstelling tegen een lesgever, tengevolge van feiten die een misdrijf opleveren, of feiten die in strijd zijn met de deontologie van de lesgever, maatregelen heeft genomen die als gevolg hebben dat hij niet meer mag optreden als lesgever voor het vak in kwestie;

2° telkens de opleidingsinstelling tegen een cursist, tengevolge van fraude of pogingen daartoe of het niet naleven van de regelgeving of tengevolge van zijn houding, uitgesloten is van de opleiding.

Art. 95. De melding, bedoeld in artikel 94, gebeurt schriftelijk en omvat minstens :

1° de namen en adressen van de personen die het voorwerp uitmaken van de maatregel;

2° een omstandige omschrijving van de feiten die de maatregel schragen, alsook de plaats en het tijdstip waarop zich ze voordeden;

3° de genomen maatregel en het tijdstip ervan.

HOOFDSTUK XII. - Commissie opleiding bewaking.

Art. 96. Een commissie genaamd " Commissie Opleiding Bewaking " wordt door de Minister ingesteld bij de FOD Binnenlandse Zaken.

Art. 97. De Commissie Opleiding Bewaking is als volgt samengesteld :

1° de afgevaardigde van de administratie die het voorzitterschap waarneemt;

2° een opleidingsdeskundige van de federale politie;

3° een verantwoordelijke van een erkende politieschool;

4° een selectiedeskundige van SELOR;

5° een opleidingsdeskundige van OFO;

6° een vertegenwoordiger van de opleidingsinstellingen, die behoren tot bewakingsondernemingen of groepen van ondernemingen die bewakingsondernemingen organiseren;

7° een vertegenwoordiger van de opleidingsinstellingen, die niet behoren tot bewakingsondernemingen of groepen van ondernemingen die bewakingsondernemingen organiseren;

8° een vertegenwoordiger van de B.V.B.O., zoals bedoeld in artikel 17bis van de wet;

9° een vertegenwoordiger van de beroepsvereniging van interne bewakingsdiensten;

10° een vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties van het personeel van de bewakingsondernemingen;

11° voor de behandeling van materies die betrekking hebben op de opleidingen bedoeld in de artikelen 22 tot en met 25 en 40 tot en met 42 : een wapendeskundige van de lokale politie;

12° een vertegenwoordiger van de Alarm Centrale Associatie (A.C.A), zoals bedoeld in artikel 17bis van de wet en dit enkel voor wat betreft de opleiding " operator alarmcentrale ".

Art. 98. De kandidaat commissieleden worden voorgedragen door de instantie die zij vertegenwoordigen.

De instantie die de voordracht doet wijst voor elke vertegenwoordiger een plaatsvervanger aan.

Art. 99. De Minister kan deskundigen of andere personen aanduiden om permanent of tijdelijk aan de besprekingen van de Commissie deel te nemen.

Art. 100. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de administratie.

Art. 101. De Commissie Opleiding Bewaking heeft tot taak de Minister te adviseren aangaande :

1° de detaillering van de lessenprogramma's van de opleidingen geregeld in dit besluit;

2° de erkenning van de opleidingen, opleidingsinstellingen en de lesgevers;

3° de toepassingen van dit besluit en de voorstellen tot eventuele wijzigingen ervan.

HOOFDSTUK XIII. - Overgangs- en eindbepalingen.

Art. 102. Personen die in het bezit zijn van het bekwaamheidsattest opleiding leidinggevend personeel conform het koninklijk besluit van 30 december 1999, of hiervan vrijgesteld zijn, worden gelijkgesteld met houders van het "bekwaamheidsattest leidinggevend personeel type A" en het "bekwaamheidsattest leidinggevend personeel type B".

Art. 103. Personen die in het bezit zijn van een algemeen bekwaamheidattest van de basisopleiding van het uitvoerend personeel van de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten conform het koninklijk besluit van 30 december 1999, of hiervan vrijgesteld zijn, en in het bezit zijn van het bekwaamheidattest van de opleiding persoonscontrole - lange type of korte type, conform hetzelfde uitvoeringsbesluit, worden gelijkgesteld met de houders van het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent", en met de houders van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - café en dansgelegenheden".

Art. 104. Personen die in het bezit zijn van een algemeen bekwaamheidattest van de basisopleiding van het uitvoerend personeel van de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten conform het koninklijk besluit van 30 december 1999, of hiervan vrijgesteld zijn, worden gelijkgesteld met de houders van het "bekwaamheidattest bewakingsagent - operator alarmcentrale".

Art. 105. Personen die in het bezit zijn van een algemeen bekwaamheidattest van de basisopleiding van het uitvoerend personeel van de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten conform het koninklijk besluit van 30 december 1999, of hiervan vrijgesteld zijn en in het bezit zijn van een bekwaamheidattest dat ingevolge hetzelfde koninklijk besluit toegang verleende tot het uitoefenen van bepaalde gespecialiseerde activiteiten, worden gelijkgesteld met de houders van het bekwaamheidattest dat, ingevolge dit besluit, toegang verleent tot het uitoefenen van dezelfde activiteiten.

Art. 106. Aan de personen die in het bezit zijn van een algemeen bekwaamheidattest van de basisopleiding van het uitvoerend personeel van de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten conform het koninklijk besluit van 30 december 1999, of hiervan vrijgesteld werden kan een algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent' worden verstrekt nadat de betrokkenen een opleiding van 48 uren, en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg hebben gevolgd :

1° studie van de regelgeving met betrekking tot de bewaking en grondige studie van de rechten en de verplichtingen van de bewakingsagent : 16 uren;

2° cultuurinzicht en omgaan met diversiteit : 12 uren;

3° bedrijfseerstehulpverlener : 20 uren;

Art. 107. Personen die na 29 mei 1990 en voor 10 januari 2005 in dienst waren van een interne bewakingsdienst die voor het eerst onder de vergunningsplicht viel door de wetwijziging van 7 mei 2004 en waarvan deze interne bewakingsdienst een aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning als interne bewakingsdienst heeft ingediend voor 10 maart 2005, kunnen, voor wat betreft het leidinggevend personeel het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel A" en, voor wat betreft de

bewakingsagenten het "algemeen bekwaamheidattest bewakingsagent", bekomen, zonder het afleggen van examens, indien ze de opleiding zonder enige afwezigheid gevolgd hebben.

Art. 108. Personen die vanaf tenminste 1 januari 1999 onafgebroken in dienst waren van een interne bewakingsdienst georganiseerd door een permanente instelling die cultureel erfgoed beheert en waarvan een aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning als interne bewakingsdienst is ingediend binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, kunnen, voor wat betreft het leidinggevend personeel het "bekwaamheidattest leidinggevend personeel A" en, voor wat betreft de bewakingsagenten het "bekwaamheidattest bewakingsagent - erfgoedbewaker", bekomen, zonder het afleggen van examens, indien ze de opleiding zonder enige afwezigheid gevolgd hebben.

(Tweede lid geschrapt) <Erratum, zie B.St. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 109. De artikelen 1, 6, 7, 8,1°, 8,2°, 8,4°, 8,5°, 8,6°, 8,7°, 8,8°, 11, 19 tot en met 21, 26, 34 tot en met 40, 43 tot en met 50, 54, 55, 57, 58, 69 tot en met 73, 75 tot en met 89, 91, 93 tot en met 101 treden in werking twee maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad.

Art. 110. (De artikelen 1, 12, 2°, en 21 tot en met 33) van het koninklijk besluit van 30 december 1999 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake medisch en psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, worden opgeheven. <Erratum, zie B.St. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 111. De Minister bepaalt (de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2 tot en met 4, 8, 3°, 9, 10, 12 tot en met 18, 22 tot en met 25, 27 tot en met 33, 41, 42, 56, 59, 74, 92, 102 tot en met 108) en de opheffing van de corresponderende artikelen in het koninklijk besluit van 30 december 1999 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake medisch en psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen. <Erratum, zie B.St. 23-02-2007, p. 8822>

Art. 112. De Minister bepaalt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld in de artikelen 5, 60 tot en met 68 en 90.

In afwachting kunnen de psychotechnische onderzoeken, die op datum van de inwerkingtreding van dit besluit waren goedgekeurd door de Minister, worden afgenomen en beoordeeld door een psycholoog, behorend tot :

1° een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst in het kader van de aanwervingprocedure;

2° een opleidingsinstelling in het kader van de vaststelling van de toegangsvoorwaarden tot de in dit besluit geregelde opleidingen.

Art. 113. De Minister bepaalt de inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld in de artikelen 51 tot en met 53.

In afwachting worden de examens afgenomen door de opleidingsinstelling waar de kandidaat de opleiding gevolgd heeft.

(NOTA : inwerkingtreding van volgende artikelen :

- 2, 3°, c), 2, 5°, 4, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 59, (74, 4° et 5°, et 105), (...) vastgesteld op 03-05-2007 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 1°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- 25, 41, 42 vastgesteld op 01-06-2007

- 9, 10, 12, 74, 1°, 2°, 102, 103, 106, 107 vastgesteld op 01-01-2008

- (104) vastgesteld op 01-02-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 2°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- (3, 1°), vastgesteld op 01-03-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 3°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- (22) vastgesteld op 01-04-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 4°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- (2, 1° en 2°, 2, 3°, a) en b)) fixée au 01-05-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 5°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- (17 et 18) vastgesteld op 01-06-2008 <MB 2008-02-21/39, art. 2, 6°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

- 3, 10° vastgesteld op 01-04-2008, behalve voor het verplicht houden van het attest - schietoefeningen¹, dat van toepassing is vanaf 01-04-2007

- (3, 3° en 13°) vastgesteld op 01-01-2009 door MB 2007-04-13/31, art. 1) <MB 2008-02-21/39, art. 2, 7°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

(- 3, 6°, 3, 7°, 13 en 15, vastgesteld op 01-07-2008;

- 3, 2°, en 3, 4°, vastgesteld op 01-08-2008;

- 16, vastgesteld op 01-09-2008;
- 3, 5°, vastgesteld op 01-10-2008;
- 14, vastgesteld op 01-12-2008.) <MB 2008-02-21/39, art. 2, 10°, 002; Inwerkingtreding : 20-03-2008>

(NOTA : inwerkingtreding van de volgende artikelen :

- 74, 3° vastgesteld op 20-02-2008
 - 51, voor de vakken zoals bepaald in de art. 9, 3°, 10, 2° et 12, 2° vastgesteld op 01-03-2008
 - 52 et 53 vastgesteld op 01-03-2008
 - 3, 9° vastgesteld op 01-07-2008
 - 2, 4° vastgesteld op 01-09-2008
 - 3, 8° vastgesteld op 01-10-2008
- door MB 2008-02-21/39, art. 1)

Art. 114. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Brussel, 21 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

BIJLAGEN.

Art. N1. Bijlage 1. Technische fiche schietoefening.

(Fiche niet opgenomen om technische redenen. Zie B.S. 18-01-2007, p. 2107-2108).

Art. N2. Bijlage 2. Model attest.

(Attest niet opgenomen om technische redenen. Zie B.S. 18-01-2007, p. 2110)

